Suivi de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès

République centrafricaine

Aperçu de la situation : octobre - décembre 2020

Contexte

La crise humanitaire complexe de la République centrafricaine (RCA), qui se poursuit depuis l'avènement du conflit armé en 2013, entrave fortement l'accès des acteurs humanitaires à plusieurs zones du pays et, par conséquent, les collectes de données ponctuelles relatives aux vulnérabilités et besoins des populations de ces zones.

Afin de remédier à ce manque d'information, en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG), REACH mène un projet de suivi régulier de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès et où les besoins sont les plus élevés (selon l'aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2021).

Cet aperçu présente une analyse des principales données quantitatives et qualitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de 73 axes et évaluées durant les collectes de données des mois d'octobre, novembre et décembre 2020.

Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas statistiquement significatifs et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués. L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le centre de ressources de REACH.

Méthodologie

La méthodologie utilisée ('Zone de Connaissance / *Area of Knowledge*') a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager mensuellement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des communes i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante ou iv) où les besoins sont les plus élevés. En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques de déplacement et retour, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données sont collectées directement par les équipes de REACH au travers d'entretiens, sur la base de questionnaires multisectoriels, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées[1]. Ces collectes de données sont réalisées sous forme d'entretien direct ou de groupes de discussions (FGD), renseignant respectivement au niveau de la localité et de la commune. Lors des FGD, des exercices de cartographie participative sont réalisés avec les IC afin de préciser les dynamiques des mouvements de population, ainsi que pour localiser les principaux services de base fonctionnels et les zones où les besoins sont les plus élevés.

Afin de présenter les données quantitatives de façon pertinente et utile à la planification humanitaire, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées et analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes et tableaux de ce document. Une synthèse de la couverture (atteinte ou non selon le nombre de localités à évaluer) de tous les axes évalués au cours des trois mois de collecte est présentée en annexe de ce document.

À partir de la localisation géographique et compte tenu des interrelations socio-économiques existantes entre les différentes localités et communes évaluées le long des axes, quatre macro-zones, mises en évidence sur la carte ci-contre, ont été identifiées pour comparer et rapporter les résultats : nord-est, nord-ouest, sud-est 1 et sud-est 2.

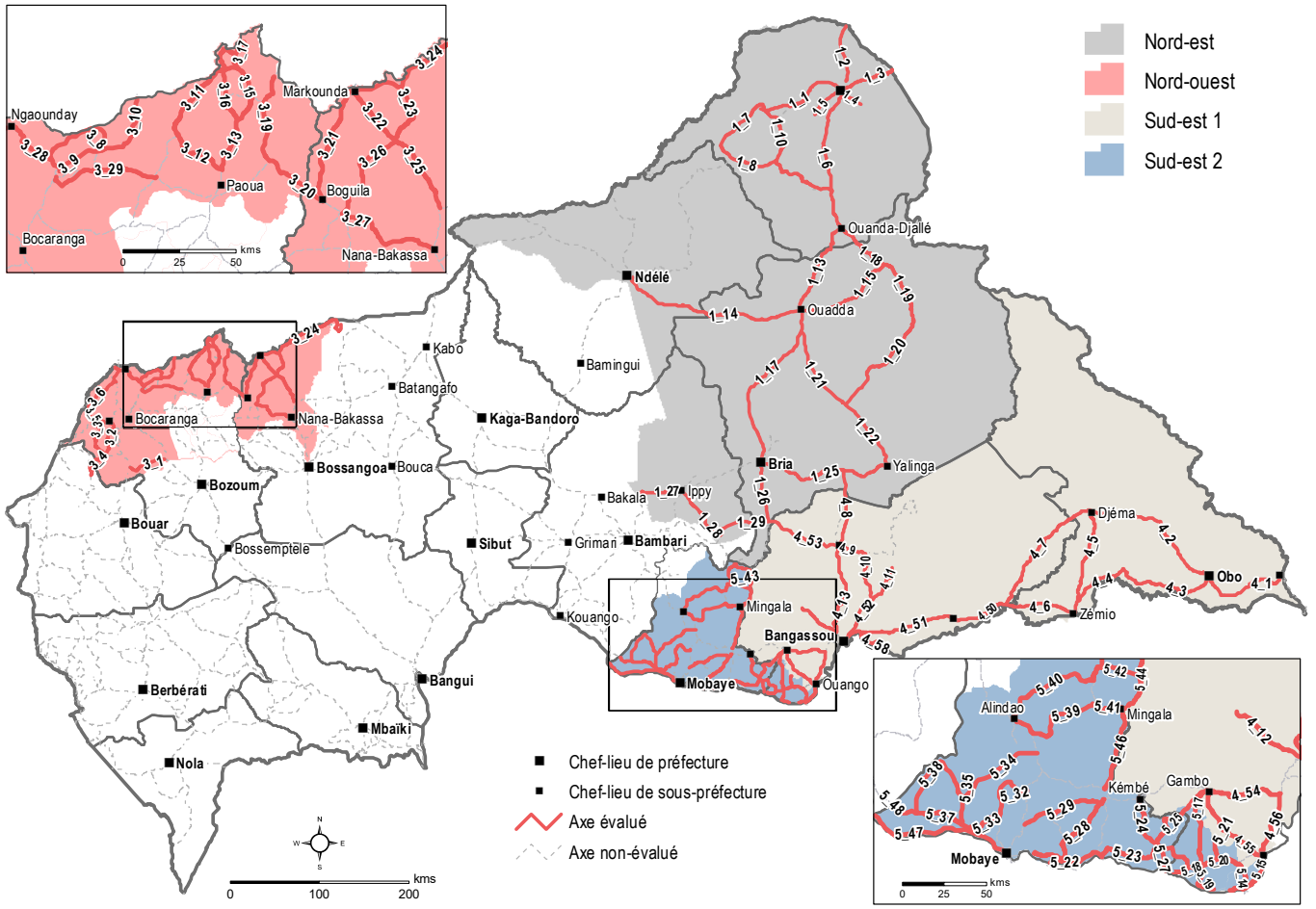
[1] Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, joignables par téléphone ou directement dans la localité lorsque la situation le permet, les personnes déplacées originaires de la localité, les commerçants, voyageurs, conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité, les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible ou joignable par téléphone, les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.

Couverture de la collecte de données

Type d'IC	Octobre 2020	Novembre 2020	Décembre 2020
Résidents dans la localité	75%	72%	75%
Visiteurs récents dans la localité	19%	21%	20%
Contact indirect avec la localité	6%	7%	5%

	Octobre 2020	Novembre 2020	Décembre 2020
# total d'entretiens	1 388	1 486	950
# localités évaluées	496	503	341
# axes évalués	83	76	63
# axes évalués avec une couverture minimale atteinte	58	66	41

Axes évalués pendant les collectes de données :



FHRCA Fonds Humanitaire RCA
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Funded by European Union Civil Protection and Humanitarian Aid
Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information
REACH Informing more effective humanitarian action

Méthodologie d'agrégation et analyse des données

Ce document est réalisé grâce à l'analyse des données quantitatives (voir les détails dans les tableaux en première page) et qualitatives (56 FGD) collectées pendant les trois mois de collecte de données analysés.

Pour l'analyse des résultats quantitatifs, lorsque plusieurs IC étaient interrogés sur la même localité au courant du même mois, REACH procède à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis, basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "aucun consensus" ou "A/C".

Les données quantitatives, rapportées en pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon deux critères : 1) *Cartes* : données rapportées par axe, calculées par la moyenne arithmétique des résultats de chaque mois. L'épaisseur de l'axe représente le nombre de mois pour lesquels les données ont pu être analysées (un, deux ou trois) ; 2) *Graphiques et tableaux* : données rapportées par macro-zone, calculées par la moyenne arithmétique des résultats de chaque localité.

Lorsque certains indicateurs ne s'appliquent pas à la totalité des localités évaluées ou à la durée de trois mois de collecte, une clarification est indiquée dans la légende ou dans une note de bas de page.

Les parties narratives intègrent les résultats des FGD, ainsi que des observations et analyses des chargés de terrain REACH en charge de ces évaluations, parfois étayés par des données quantitatives analysées à plusieurs niveaux (macro-zone, préfecture, sous-préfecture (SP) ou commune) et calculées par la moyenne arithmétique des résultats de chaque mois.

Résultats clés[1]

Dynamique des mouvements de population • Mouvements de population importants dans la Vakaga suite à des chocs expliqués par des conflits armés et communautaires ou des inondations. • Forte concentration de personnes déplacées internes (PDI) dans les localités principales du Haut-Mbomou. • Mouvements de retour importants dans la Basse-Kotto et le nord-ouest malgré une situation sécuritaire fragile.

Protection • Sentiment d'insécurité très élevé dans le nord-ouest, notamment à cause de la présence d'éléments armés et d'éleveurs transhumants armés. • Calme relatif rapporté dans le nord-est. • Tensions et heurts généralisés dans le pays en lien avec l'activisme de groupes armés (GA), décuplés à l'approche des élections présidentielles et législatives de décembre 2020. • Risque généralisé de violences basées sur le genre (VBG) et de mariage forcé et / ou précoce pour les filles.

Éducation • Nombre conséquent d'établissements scolaires encore fermés suite à la pandémie de COVID-19. • Taux de participation scolaire particulièrement faible dans le nord-est. • Peu ou pas d'accès à une infrastructure scolaire pour les élèves de Bambouti. • Participation scolaire limitée des filles par rapport aux garçons et des enfants de plus de 12 ans par rapport aux plus jeunes.

Abri • Manque d'abris adéquats pour tout type de population dans la Vakaga, le Haut-Mbomou, et localement à Rafaï, Mingala, Alindao et Kembé, notamment à cause des destructions lors des conflits. • Cas rapportés de personnes ne disposant d'aucun abri dans la Vakaga, la Basse-Kotto et le Haut-Mbomou.

Biens non-alimentaires (BNA) • Manque notable de BNA dans toutes les zones couvertes, notamment dans le nord-est.

Sécurité alimentaire • Production agricole affectée par l'insécurité de manière générale, portant conséquence sur des stocks pauvres des ménages. • Hausse des prix généralisée sur le territoire, impactant sur les faibles revenus. • Mise en place de stratégies de survie et mécanismes d'adaptation par les populations, principalement la consommation de produits issus de la cueillette et de la brousse et la consommation de semences.

Moyens de subsistance • Manque de semences et d'outils comme premier obstacle pour pratiquer l'agriculture dans les quatre macro-zones, particulièrement important dans le nord-est. • Manque d'accès sécurisé aux champs dans le nord-ouest et le sud-est 1. • Pauvreté des sols rapportée dans le sud-est 2.

Santé • Établissements de santé relativement éloignés pour les populations centrafricaines, impliquant une habitude de la pratique de l'accouchement à domicile. • Manque de médicaments, d'infrastructures fonctionnelles suffisamment proches et un coût trop important des soins sont les difficultés principales auxquelles se heurte la population. • Rareté des infrastructures de santé prenant en charge les patients suspectés ou atteints de COVID-19.

Eau, hygiène et assainissement (EHA) • Faible présence de points d'eau améliorés fonctionnels, notamment dans le sud-est. • Pratique de la défécation à l'air libre (DAL) très répandue dans le sud-est 2 et le nord-ouest. • Manque généralisé d'accès au savon.

Besoins humanitaires prioritaires

Secteurs d'intervention humanitaire souhaités, par ordre de priorité, par la majorité de la population :
(en % de localités évaluées, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)

Nord-est (NE)

	1er besoin	2ème besoin	3ème besoin
Santé	47%	13%	9%
Education	9%	19%	30%
EHA	12%	23%	15%
Sécurité alimentaire	10%	10%	9%
BNA	4%	3%	8%
Protection	0%	8%	3%
Moyen de subsistance	2%	2%	2%
Logistique	1%	1%	1%
Abris	1%	0%	1%
Nutrition	0%	0%	0%
Aucun consensus	15%	22%	24%

Nord-ouest (NO)

	1er besoin	2ème besoin	3ème besoin
EHA	30%	20%	7%
Santé	16%	23%	11%
Education	18%	13%	11%
Moyen de subsistance	5%	8%	11%
Sécurité alimentaire	3%	5%	11%
BNA	1%	4%	7%
Abris	2%	2%	5%
Logistique	0%	1%	2%
Nutrition	0%	0%	1%
Protection	0%	0%	0%
Aucun consensus	24%	24%	32%

Sud-est 1 (SE1)

	1er besoin	2ème besoin	3ème besoin
Santé	35%	21%	8%
EHA	21%	15%	14%
Education	8%	16%	18%
Sécurité alimentaire	3%	5%	6%
BNA	3%	3%	7%
Moyen de subsistance	1%	4%	3%
Logistique	2%	1%	3%
Abris	1%	1%	4%
Protection	1%	1%	1%
Nutrition	0%	0%	1%
Aucun consensus	26%	34%	36%

Sud-est 2 (SE2)

	1er besoin	2ème besoin	3ème besoin
Santé	33%	19%	7%
EHA	20%	21%	16%
Education	6%	13%	15%
BNA	9%	8%	9%
Sécurité alimentaire	5%	5%	10%
Abris	3%	4%	5%
Moyen de subsistance	3%	3%	4%
Logistique	1%	1%	4%
Protection	1%	1%	2%
Nutrition	1%	1%	2%
Aucun consensus	20%	25%	25%

Selon les IC, les trois secteurs d'intervention humanitaire dans lesquels la majorité de la population souhaiterait une intervention dans chacune de ces macro-zones étaient plutôt homogènes et correspondaient aux **secteurs de la santé, de l'EHA et de l'éducation**. Une intervention dans le secteur de la santé était moins prioritaire dans le nord-ouest, où les besoins en EHA semblaient être plus importants. Il est également important de noter qu'un besoin d'intervention humanitaire dans les secteurs de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance ainsi que dans le secteur des BNA était également rapporté par les IC, cependant dans de moindres proportions. Ces conclusions étant similaires à celles faites lors de l'aperçu de la situation des zones difficiles d'accès rapportant les résultats des mois de mars à mai 2020, les besoins rapportés par les IC de la majorité des populations vivant dans ces zones difficiles d'accès semblent donc être particulièrement stables.

[1] Ces résultats représentent un résumé des informations jugées les plus pertinentes après analyse, rapportées par les IC lors des entretiens ou lors des FGD.

Dynamique des mouvements de population

Alors que la RCA traverse une crise humanitaire depuis des années entrainant des mouvements de populations sur l'entièreté du territoire, une hausse de déplacements conséquente a eu lieu dès mi-décembre, avant les élections présidentielles et législatives, augmentant les tensions communautaires et besoins humanitaires des populations civiles, déjà décuplés depuis l'arrivée de la pandémie de la COVID-19 en mars 2020. Ces déplacements affectaient tout le pays, pour un total d'environ 240 000 centrafricains forcés à quitter leur domicile. Seuls certains axes étaient épargnés[1]. Les IC rapportaient la **présence de PDI dans 30% des localités évaluées**, et notamment dans la macro-zone du SE1, où la présence de PDI était rapportée dans 56% des localités évaluées. **Le conflit armé était rapporté comme la principale raison de la présence de PDI** dans une large majorité (71%) de localités évaluées dans lesquelles leur présence était rapportée. **Concernant les populations retournées et / ou rapatriées, leur présence était rapportée par les IC dans 50% des localités évaluées.** La raison principale de leur retour était le regroupement familial (pour 33% des localités évaluées où leur présence était rapportée) ou une meilleure qualité de vie dans la localité de retour (23%). Une majorité de retournés n'avait pas rejoint leur destination finale dans 13% des localités évaluées, les IC citaient en large majorité un logement détruit comme cause principale (86%). De plus, **l'occurrence d'un choc entrainant un large départ de population (affectant au moins la moitié des ménages) était rapportée dans 19% des localités évaluées** (notamment dans le NE, avec 35% des localités évaluées). Les causes de ces chocs étaient principalement rapportées comme étant liées à des conflits armés (32% de ces localités) ou à des conflits communautaires (20% de ces localités).

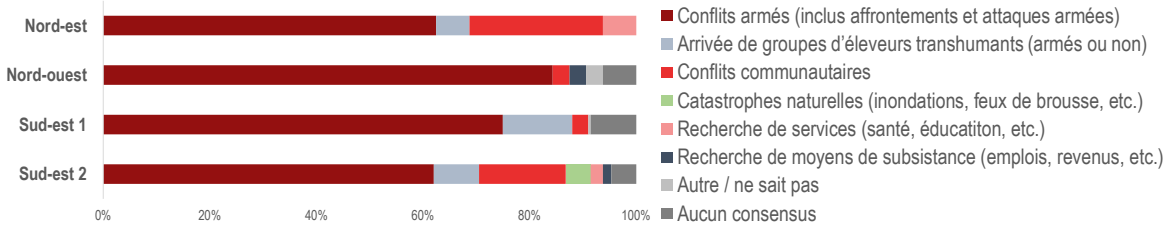
Nord-est : Cette macro-zone est celle où les IC rapportaient aux plus faibles proportions la présence de PDI (8% des localités évaluées). Les conflits armés et communautaires étaient rapportés comme les principales causes de ces déplacements (63% et 25% des localités évaluées accueillant des PDI). Ces déplacements dataient en moyenne de plus de 6 mois (pour 75% des localités évaluées accueillant des PDI) et la condition principale mentionnée pour 75% des localités d'accueil pour que ces PDI puissent envisager un mouvement de retour était un rétablissement de la sécurité dans le lieu d'origine. D'autre part, **une meilleure qualité de vie dans la localité d'origine explique la raison de retour dans 73% des localités évaluées comptant des populations retournées**. Toutefois, selon les IC, **une localité évaluée sur deux de la préfecture de la Vakaga était touchée par un choc entrainant des larges mouvements de populations au cours des 30 jours précédant les collectes de données**, suite à des catastrophes naturelles (23%), à des tensions communautaires (22%) ou à des conflits armés (17%). Les participants aux FGD réalisés dans la préfecture mentionnaient l'existence de rumeurs d'attaques, notamment dues aux tensions liées à la transhumance, et donc une appréhension de retour des populations déplacées[3].

Nord-ouest : Un grand nombre de mouvements de retour était signalé dans le NO, avec **61% des localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient la présence de populations retournées et / ou rapatriées** au moment des collectes de données. Le regroupement familial était la raison principale justifiant le retour de la majorité des retournés (pour 43% de ces localités). Toutefois, l'intention de retour des populations encore déplacées (en site ou en famille d'accueil) rapportée lors des FGD était encore très chétive dû à la présence renforcée de GA dans la zone[4]. La raison principale du déplacement des PDI rapportée était les conflits armés impactant la zone dans 84% des localités où la présence de PDI était signalée et il était rapporté dans 69% des localités que la majorité des déplacés présents avait fui leur localité d'origine depuis en moyenne plus de 12 mois. Finalement, dans les 19% des localités évaluées dans lesquelles il était rapporté un choc entrainant un large départ de la population, **ce choc était rapporté comme une conséquence de l'arrivée de groupes d'éleveurs transhumants (armés ou non) pour 55% de ces localités**.

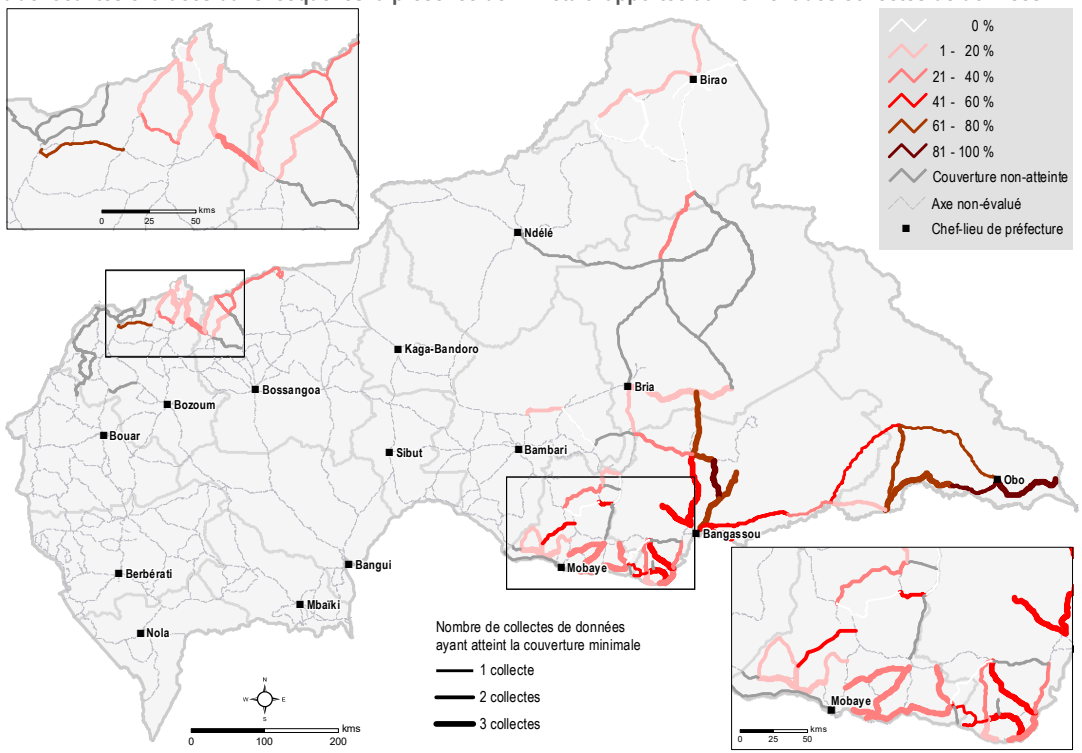
Sud-est 1 : La macro-zone du SE1 est la zone évaluée avec **le pourcentage de localités évaluées (56%) le plus élevé dans lesquelles la présence de PDI était rapportée**. La présence de ménages retournés était rapporté dans un pourcentage similaire (56%) de localités évaluées de la zone. La présence de PDI était expliquée principalement par des conflits armés dans 75% des localités accueillant des ménages déplacés, alors que dans 13% d'autres de ces localités, l'arrivée de groupes d'éleveurs transhumants était rapportée comme la raison principale expliquant le départ des personnes déplacées. **Dans 78% de ces localités, il était rapporté que les PDI étaient parties de leur village d'origine depuis en moyenne plus de 12 mois.** Lors des FGD menés dans la préfecture du Mbomou, il était rapporté que les PDI attendaient un rétablissement de la sécurité avant de pouvoir considérer un mouvement de retour. Les participants d'un FGD conduit à Bakouma le 17/12/2020, où la présence de PDI était rapportée, précisaient que ces dernières s'étaient déplacées suite aux tensions entre GA dans la zone liées aux élections présidentilles et que « l'intention des personnes déplacées est de rester le plus longtemps possible pour des raisons sécuritaires et qu'elles préfèrent attendre le désarmement avant de rentrer dans leur localité d'origine ». Finalement, **la zone SE1 était celle où la plus faible proporton de localités ayant subi un choc entrainant un large départ de la population était observée (10%)** bien que certains déplacements récents étaient signalés lors des FGD dans la préfecture du Mbomou suite à des inondations.

Sud-est 2 : **La présence de PDI était rapportée dans 26% des localités** évaluées de la macro zone du SE2. Selon les IC, ces déplacements étaient dus principalement à des conflits armés ou communautaires (62% et 16% des localités accueillant des PDI) et à l'arrivée de groupes d'éleveurs transhumants (9%). La présence de personnes retournées ou rapatriées était rapportée dans 59% des localités évaluées. D'après les participants des FGD, les PDI de la Basse-Kotto souhaitaient un rétablissement de la sécurité avant de pouvoir envisager un retour. **Dans 19% des localités évaluées, l'occurrence d'un choc provoquant un large départ de la population était rapportée.** Dans 68% de ces localités le choc était rapporté suite à des conflits communautaires ou armés et dans 15% des localités suite à des catastrophes naturelles.

% de localités évaluées par rapport à la raison principale expliquant le départ des PDI depuis leur localité d'origine[2] :



% de localités évaluées dans lesquelles la présence de PDI était rapportée au moment des collectes de données :



REACH Informing more effective humanitarian action

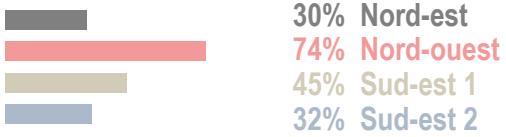
[1] République centrafricaine : Rapport de situation 4 février 2021, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). [2] Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de PDI était rapportée. [3] Résultats des FGD réalisés le 24/10/2020 dans la commune de Ouandja, le 10/11/2020 dans la commune de Ridina et le 13/12/2020 dans la commune de Ouandja. [4] Résultats des FGD réalisés le 24/10/2020 dans la commune de Nana-Barya, le 13/11/2020 et le 08/12/2020 dans la commune de Bah-Bessar et le 20/11/2020 dans la commune de Mia-Pendé.

Protection

Selon les indicateurs de protection analysés dans les quatre macro-zones, celle du NO présentait la situation la plus critique. **Un sentiment d'insécurité était rapporté par les IC pour la majorité de la population d'environ 1 localité évaluée sur 3 les macro-zones du NE, SE1 et SE2, tandis que ce sentiment d'insécurité était nettement plus important dans le NO, puisqu'il était rapporté par les IC pour la majorité de la population dans presque 3 localités évaluées sur 4**. Ce sentiment, constant au cours des trois mois d'enquêtes, résultait, selon les IC, de la présence de GA et de leurs activités plus ou moins importantes dans chacune de ces macro-zones (exactions, combats), ainsi que de tensions liées à la présence d'éleveurs transhumants. De plus, l'approche de la période électorale de décembre 2020 contribuait à alimenter un nombre grandissant de rumeurs, notamment à propos de conflits entre forces gouvernementales et GA. **Le risque principal encouru par les femmes (enfants ou adultes) était rapporté dans des proportions similaires entre les quatre macro-zones, correspondant principalement à des VBG. Pour les filles, le risque d'un mariage forcé était rapporté pour 28% des localités évaluées et le risque de violences sexuelles pour 12%.** Par ailleurs, dans plus de 95% des localités évaluées, les IC rapportaient la présence d'au moins un mineur séparé du ménage de ses parents, majoritairement pour des raisons professionnelles ou pour la recherche d'un travail et / ou suite à un mariage précoce. C'était notamment le cas pour la quasi-totalité des localités évaluées dans le NO (99,5%) et le SE1 (99,8%). En dépit du climat sécuritaire fragile dans l'ensemble du pays, **une bonne relation entre les populations hôtes et les communautés déplacées était rapportée pour plus de 70% des localités évaluées** au sein des localités dans lesquelles ces différentes communautés étaient présentes. Par ailleurs, **les autorités locales étaient considérées comme premier acteur de protection et d'assistance** selon les IC de 88% des localités évaluées.

Nord-est : **En raison des conflits armés dans la Vakaga, en plus de pillages et violences liés aux mouvements de transhumance, le sentiment d'insécurité était fortement rapporté dans cette préfecture** (pour la majorité de la population de 45% des localités évaluées), en particulier sur les axes frontaliers avec le Soudan et le Tchad. De nombreuses rumeurs d'attaques étaient mentionnées par les IC au cours de FGD menés dans les communes de Ridina et Ouandja[1], confirmées par les combats intercommunautaires de Boromata le 01/12/2020 ayant engendré la destruction de nombreuses habitations et le déplacement d'environ 5 000 personnes[2]. Pour 20% des localités évaluées dans la SP de Birao, il était ainsi rapporté au moins un incident sécuritaire au cours des 30 jours précédant les collectes de données. Le sentiment d'insécurité était rapporté par les IC dans des proportions moins importantes sur les axes évalués de la préfecture de la Haute-Kotto (9% des localités évaluées), associé à une proportion relativement faible d'incidents sécuritaires rapportés au cours des 30 jours précédant les collectes de données (4% des localités évaluées). Cette amélioration sécuritaire se traduisait notamment par un retour important des populations vers leur localité d'origine sur les axes depuis Bria, grâce à l'accalmie des conflits intercommunautaires dans cette zone depuis juillet 2020[3]. À l'échelle de la macro-zone du NE, **le principal risque rapporté par les IC auquel étaient exposés les hommes était les rumeurs et leurs conséquences** (déplacements, séparation, etc.) (30% des localités évaluées), **tandis que les garçons étaient exposés également aux rumeurs (9%) et au travail forcé (8%)**.

% de localités évaluées dans lesquelles un sentiment de sécurité n'était pas ressenti par la majorité de la population : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)

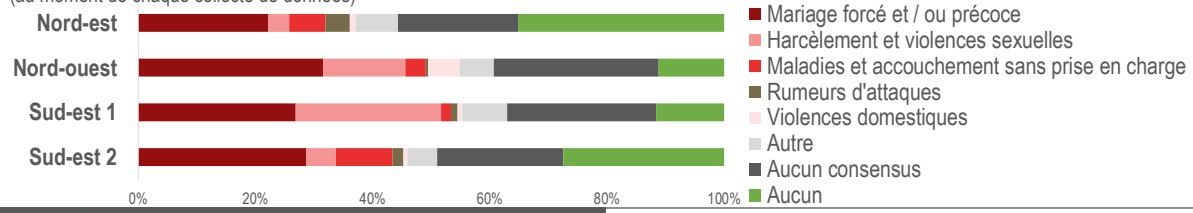


Nord-ouest : Le sentiment d'insécurité était largement rapporté dans le NO, principalement en raison de la présence de GA et d'éleveurs transhumants armés. **La situation dans la préfecture de l'Ouham apparaissait comme particulièrement critique.** Les IC rapportaient un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population pour 94% des localités évaluées, et au moins un incident sécuritaire au cours des 30 jours précédant les collectes de données pour 72% des localités évaluées. Dans une moindre mesure, mais également alarmante, il était rapporté dans la préfecture de l'Ouham-Pendé un sentiment d'insécurité dans 66% des localités évaluées et au moins un incident sécuritaire au cours des 30 jours précédant les collectes de données pour 22% des localités évaluées. À fortiori, le NO correspondait à la macro-zone où les IC rapportaient le moins fréquemment que la majorité de la population n'était exposée à aucun risque (8% des localités évaluées). À l'échelle de la macro-zone du NO, **le risque principal auquel étaient exposés les hommes était la criminalité** (24% des localités évaluées) et les exactions de GA (12%). **De manière similaire pour les garçons, les IC rapportaient comme risque principal la criminalité (15%) et les exactions de GA (8%)**. Parmi les localités évaluées du NO où la présence d'une population hôte et d'une communauté déplacée était rapportée, les IC rapportaient pour 17% de ces localités une relation fragile entre ces deux communautés, la principale source de tensions rapportée était l'accès à l'eau (50%).

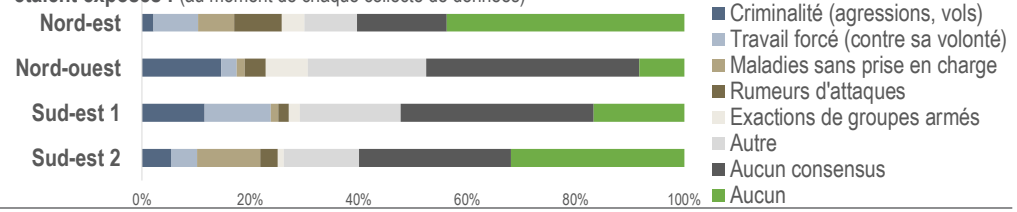
Sud-est 1 : **Un sentiment d'insécurité était très largement rapporté par les IC dans la préfecture du Haut-Mbomou (ressenti par la majorité de la population de 80% des localités évaluées)**. Ce sentiment d'insécurité était associé à une proportion importante d'incidents sécuritaires, rapportés dans 41% des localités évaluées dans cette préfecture. D'après les IC, la population de 48% des localités évaluées dans le Haut-Mbomou s'était vue limitée dans ses mouvements. Pour 84% de ces localités, cela était dû à des barrages et / ou fermetures de routes par les GA présents dans la zone. Les deux SP de Obo et Bambouti situées à l'est de cette préfecture étaient particulièrement affectées par la présence de GA contrôlant la zone, ces derniers étant régulièrement associés à un nombre alarmant d'incidents de protection (VBG, restrictions des libertés de circulation)[4]. À l'exception de la SP de Rafaï, proche du Haut-Mbomou, les conditions de sécurité de la préfecture du Mbomou apparaissaient comme meilleures. Les IC rapportaient que la majorité de la population de 29% des localités évaluées dans le Mbomou souffrait d'un sentiment d'insécurité. À l'échelle de la macro-zone du SE1, le principal risque auquel étaient exposés les hommes était la criminalité (16% des localités évaluées), tandis que les garçons étaient exposés également à la criminalité (12%) et au travail forcé (12%). Enfin, le SE1 présentait **la proportion la plus basse de localités où les IC rapportaient de bonnes relations entre les communautés locales et déplacées**. Les IC rapportaient dans 25% des localités évaluées que ces relations étaient fragiles, en raison de problèmes liés à l'accès aux cultures (35%) ou aux ressources (22%). Cela reflétait la pression importante exercée sur l'ensemble des ressources disponibles dans la zone et les tensions sous-jacentes que cela pouvait provoquer.

Sud-est 2 : **La macro-zone du SE2 présentait des indicateurs de protection moins inquiétants.** Les IC rapportaient au moins un incident sécuritaire dans 8% des localités évaluées. Selon ces IC, **la majorité de la population de 28% des localités évaluées n'était exposée à aucun risque.** De plus, le risque le plus fréquemment rapporté pour les hommes et les garçons était l'absence de soins en cas de maladies, pour 11% et 12% des localités évaluées respectivement. Malgré une proportion relativement faible de localités dans lesquelles un incident sécuritaire était rapporté par les IC, **un sentiment d'insécurité était tout de même rapporté pour la majorité de la population de 32% des localités évaluées** dans le SE2, en particulier dans les SP de Kembé (47% des localités évaluées) et de Satéma (45%). Ce sentiment résultait notamment des tensions entre différents GA actifs dans la préfecture de la Basse-Kotto, ces tensions alimentant des rumeurs d'attaques et des mouvements de population préventifs, en particulier dans la SP de Kembé[5]. Pour plus d'une localité évaluée sur quatre dans les SP de Kembé, Alindao et Satéma, les IC rapportaient fréquemment des restrictions de mouvements en raison de barrages et / ou de fermetures de routes par les GA dans la zone. Enfin, parmi les localités évaluées du SE2 où la présence d'une population hôte et d'une communauté déplacée était rapportée, **les IC rapportaient pour 85% de ces localités de bonnes relations entre ces deux communautés**. Les populations retournées étant largement majoritaires dans cette macro-zone par rapport aux populations déplacées, cela peut permettre d'expliquer ces bonnes relations avec les populations locales.

% de localités évaluées par risque principal rapporté par les IC auquel les filles (de moins de 18 ans) étaient exposées :
(au moment de chaque collecte de données)



% de localités évaluées par risque principal rapporté par les IC auquel les garçons (de moins de 18 ans) étaient exposés : (au moment de chaque collecte de données)



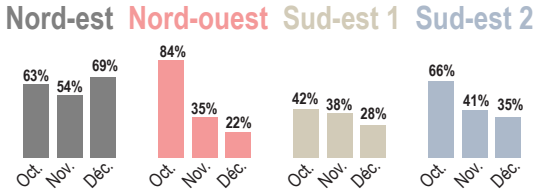
[1] Résultats des FGD réalisés le 24/10/2020 dans la commune de Ouandja et le 10/11/2020 dans la commune de Ridina. [2] Alerte du Mécanisme de réponse rapide (RRM) d'ACTED, 08/12/2020 (ACT_BOR_20201202). [3] Alerte RRM ACTED, (ACT_OUA_20201229). [4] République centrafricaine : Rapport de situation 5 janvier 2021, OCHA. [5] Résultats des FGD réalisés le 15/11/2020 dans la commune de Mbéima et le 25/11/2020 dans la commune de Kembé.

REACH Informing more effective humanitarian action

Éducation

Le secteur de l'éducation était fortement impacté par la pandémie de la COVID-19, la fermeture des établissements scolaires ayant touché environ 1,4 million d'enfants, tous cycles confondus, à l'échelle du pays[1]. Après presque 7 mois de fermeture des écoles, la réouverture de ces établissements était décrétée au niveau national à partir du 19 octobre 2020 pour la rentrée de l'année scolaire 2020-2021. Dans l'ensemble des localités évaluées, cela se traduisait par une réouverture progressive des écoles durant les mois d'octobre et de décembre, excepté dans la macro-zone du NE. **Un nombre important de structures étaient néanmoins encore rapportées fermées par les IC en raison de la pandémie de la COVID-19 durant la collecte de données de décembre dans les quatre macro-zones évaluées.** Ce phénomène était particulièrement inquiétant dans le NE. **Ces fermetures et réouvertures d'établissements liées à la pandémie tendaient à masquer le niveau déjà faible de disponibilité de l'éducation existant dans les zones reculées du pays**, particulièrement alarmant dans les préfectures de la Vakaga, du Haut-Mbomou et dans certaines zones de la Basse-Kotto. Ces zones étaient en effet fortement impactées par des conflits récents, s'ajoutant aux carences structurelles - bâtiments fonctionnels, personnel enseignant, fournitures - qui freinaient le développement de l'éducation[2, 3].

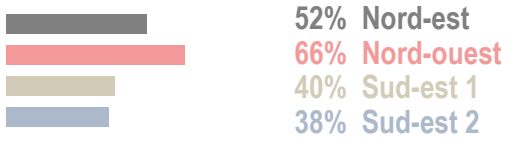
% de localités évaluées où les services éducatifs étaient fermés en raison de la pandémie de COVID-19 :
(au moment de chaque collecte de données)



Les taux de participation à un enseignement régulier montraient une participation scolaire généralement plus importante pour les garçons que les filles et pour les enfants de 6 à 11 ans. En effet, le pourcentage de localités où les IC déclaraient que la majorité des filles de 12 à 17 ans ne participait pas à une éducation formelle[4] avant la pandémie de la COVID-19 était le plus élevé des groupes (par genre et âge) dans les quatre macro-zones difficiles d'accès du pays, avec près d'une localité sur deux (49%) dans le NO et jusqu'à plus de trois localités sur quatre (76%) dans le NE.

Nord-est : **La macro-zone du NE se démarquait des autres macro-zones évaluées avec des proportions de participation scolaire rapportées par les IC les plus faibles, tous âges et sexes confondus.** Les IC rapportaient notamment pour environ 20% des localités évaluées dans les SP de Ouadda, Birao et Ouanda-Djallé qu'aucun enfant ne participait à des enseignements réguliers. À l'échelle de toute la macro-zone, les enfants d'environ une localité évaluée sur deux avaient, selon les IC, accès à des infrastructures scolaires à moins de 30 minutes de marche (52%).

% de localités évaluées où la présence de services éducatifs fonctionnels était rapportée à moins de 30 minutes de marche :
(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



La difficulté principale d'accès à l'éducation la plus fréquemment rapportée par les IC dans les localités évaluées était le manque de personnels qualifiés (45%), cela étant confirmé durant les FGD menés dans les communes de Ridina, Sam Ouandja et Yalinga avec le recours aux maîtres-parents peu qualifiés comme alternative[3].

Nord-ouest : **Le NO présentait la meilleure accessibilité physique à l'éducation**, avec 66% de localités évaluées pour lesquelles les IC rapportaient un accès à des infrastructures scolaires à moins de 30 minutes de marche. **La difficulté principale d'accès à l'éducation la plus fréquemment rapportée par les IC dans les localités évaluées de l'ensemble du NO était le manque de personnels qualifiés (31%)**. À l'échelle de la préfecture de l'Ouham, les IC rapportaient pour 12% des localités évaluées dans les SP de Markounda et Nangha Boguila que la principale difficulté était les conditions sécuritaires pour se rendre et suivre des enseignements au niveau des infrastructures scolaires. Parmi les autres types de difficultés principales rapportés, les IC des communes de Mia-Pendé et de Bah-Bessar rapportaient respectivement pour 12% et 13% des localités évaluées la destruction des infrastructures scolaires par des catastrophes naturelles. Ces infrastructures, généralement faites de constructions en paille dans cette région avaient été détruites par de fortes pluies au cours des mois d'octobre et novembre 2020[3, 5].

Sud-est 1 : De manière relativement homogène à l'échelle de la macro-zone, **la population de 40% des localités évaluées dans le SE1 avait accès selon les IC à des établissements scolaires fonctionnels à moins de 30 minutes de marche**. Les deux difficultés principales d'accès à l'éducation les plus fréquemment rapportées par les IC dans les localités évaluées de l'ensemble du SE1 étaient **le coût trop élevé des frais liés à l'éducation (33% des localités évaluées ; inscription, matériel, etc.) et le manque de personnels qualifiés (19%)**. À l'échelle du Mbomou, l'accessibilité physique à des infrastructures scolaires apparaissait comme relativement bonne selon les informations rapportées par les IC durant les FGD, faisant davantage ressortir les difficultés mentionnées ci-dessus liées aux problèmes financiers ou au manque d'enseignants qualifiés[3]. Dans le Haut-Mbomou, à l'exception de la SP de Djéma, les IC rapportant sur les autres SP rapportaient plus souvent le manque d'infrastructures scolaires. **Cette absence d'infrastructure était rapportée par les IC comme principale difficulté d'accès à l'éducation pour 73% des localités évaluées dans la SP de Bambouti**. Aucune structure éducative n'aurait été fonctionnelle dans la commune de Lili depuis au moins 15 années selon les résultats d'un FGD. De plus, la destruction des infrastructures scolaires durant des combats était rapportée comme principale difficulté pour 13% et 15% des localités évaluées respectivement dans les SP de Bambouti et de Zémio, celles-ci n'ayant pu être reconstruites depuis[6].

Sud-est 2 : **La macro-zone du SE2 était marquée par la plus grande inégalité en termes de participation scolaire entre filles et garçons selon les IC**. De plus, le SE2 présentait la moins bonne accessibilité physique à l'éducation, avec 38% de localités évaluées pour lesquelles les IC rapportaient un accès à des infrastructures scolaires à moins de 30 minutes de marche. L'absence d'infrastructure à proximité était rapportée par les IC comme principale difficulté d'accès à l'éducation pour 32%, 28% et 18% des localités évaluées respectivement dans les SP de Alindao, Kembé et Mingala. A l'échelle de la macro-zone, **les deux difficultés principales d'accès à l'éducation les plus fréquemment rapportées par les IC étaient le coût trop élevé des frais liés à l'éducation (26% des localités évaluées) et le manque de personnels qualifiés (21%)**. Selon les participants des FGD réalisés dans les communes de Mboui, Yabongo ou Ouambé, aucun enseignant professionnel n'exerçait dans ces communes, les enseignements étant uniquement dispensés par des maîtres-parents peu formés[3].

% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient que moins de la moitié des enfants participait régulièrement une éducation formelle[4] avant la pandémie de la COVID-19 : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)

	Filles		Garçons	
	6 - 11 ans	12 - 17 ans	6 - 11 ans	12 - 17 ans
Nord-est	61%	76%	40%	67%
Nord-ouest	35%	49%	30%	39%
Sud-est 1	32%	59%	28%	48%
Sud-est 2	41%	62%	23%	32%

% de localités évaluées par difficulté principale pour l'accès des enfants à l'éducation :
(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)

	Nord-est	Nord-ouest	Sud-est 1	Sud-est 2
Manque de personnels enseignant qualifiés	45%	31%	19%	21%
Enseignements financièrement inaccessibles	9%	9%	33%	26%
Absence d'infrastructure scolaire fonctionelle à proximité	20%	10%	12%	14%
Risques sécuritaires pour accéder aux infrastructures	5%	4%	3%	2%
Infrastructures détruites durant les combats	1%	1%	3%	1%
Manque d'intérêt pour l'éducation	0%	1%	3%	2%
Infrastructures détruites par une cause naturelle	2%	8%	0%	0%
Autres	2%	3%	3%	2%
Aucune difficulté	1%	4%	1%	8%
Aucun consensus	15%	29%	23%	22%

REACH Informing more effective humanitarian action

[1] Central African Republic: Situation Report, 23 November 2020, OCHA. [2] République centrafricaine : Rapport de situation 30 novembre 2020, OCHA. [3] Résultats des FGD. [4] Une éducation formelle correspond à au moins quatre journées complètes par semaine au sein d'une école officielle et suivant les programmes scolaires mis en place par le Ministère de l'éducation nationale. [5] Résultats des observations des agents de terrain REACH. [6] Résultats des FGD réalisés le 22/10/2020 dans la commune de Zémio et le 16/11/2020 dans la commune de Bambouti.

Abri

Les situations les plus critiques étaient rapportées dans l'est du pays, notamment dans les préfectures de la Vakaga, du Haut-Mbomou et localement dans la Basse-Kotto aux environs d'Alindao et Mingala, où des proportions importantes de ménages, sans distinction entre communautés locales ou déplacées, vivaient dans des abris inadéquats (sans abri, abri d'urgence, bâtiments abandonnés ou collectifs). Généralement, les zones les plus fragiles en termes d'abri pour les communautés déplacées reflétaient les zones où les besoins étaient également les plus forts pour les populations locales, ces besoins étant pour bon nombre liés à des incidents sécuritaires ou catastrophes récentes affectant toutes les communautés. Il existait toutefois des zones où les IC rapportaient que les communautés retournées faisaient face à des conditions d'abri nettement plus vulnérables que les populations locales, principalement en raison d'importants mouvements de retours de populations au cours des dernières années dans des zones telles que le NO ou la Basse-Kotto et le Haut-Mbomou.

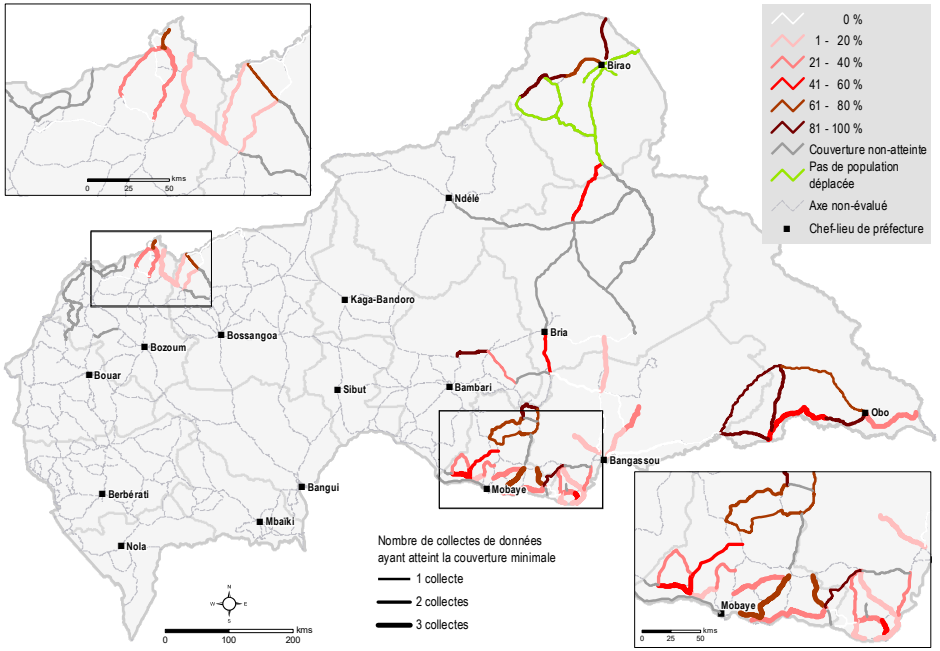
Nord-est : Bien que des communautés déplacées (PDI, retournées, rapatriées) n'étaient rapportées que dans un faible nombre de localités évaluées dans le NE (23 localités sur 198 évaluées), celles-ci étaient majoritairement rapportées comme vivant dans des abris inadéquats (57% des localités évaluées où la présence de communautés déplacées était rapportée). **Les problèmes principaux rapportés par les IC pour ces abris (froid, fuites en cas de fortes ou faibles pluies, etc.) traduisaient des conditions précaires en termes d'abris pour ces communautés.** Pour les populations hôtes, les situations les plus critiques étaient rapportées dans la Vakaga dans les localités évaluées dans les communes de Ridina et Vokouma, où environ 20% de la population hôte était rapportée comme vivant dans des abris inadéquats. Les conditions étaient généralement meilleures pour les localités évaluées les autres communes. Les IC rapportaient pour une large majorité de ces localités que la population hôte vivait en majorité dans des habitations adéquates (plus de 90% des localités évaluées dans les autres communes du NE). De la même manière, **seuls les FGD menés au sein des communes de Ridina et de Ouandja avaient permis de mettre en avant que des populations vivaient sans abri dans tout le NE**[2]. Ces populations étaient identifiées notamment dans les localités de Mélé, Zenzir, Vodomassa et de Boromata, en lien avec les violences intercommunautaires durant la période évaluée où de nombreux incendies d'habitations étaient perpétrés[3].

Nord-ouest : Le NO représentait la macro-zone la plus favorable en termes d'abri. **La quasi-totalité des populations hôtes, ainsi que les communautés déplacées de 82% des localités évaluées où elles étaient rapportées vivaient selon les IC dans des habitations traditionnelles en paille**. Le problème principal de ces habitations était rapporté comme des fuites en cas de pluies légères, s'expliquant notamment par ce type de constructions en paille. Les PDI en famille d'accueil rapportées par les IC dans cette zone vivaient pour la plupart dans les abris adéquats des populations hôtes. En revanche, les communautés déplacées de 15% de localités où il était rapporté que celles-ci vivaient dans des abris inadéquats correspondaient pour la plupart aux populations retournées, vivant dans des abris collectifs, leur abri d'origine étant détruit. Ces derniers étaient rapportés principalement dans les communes de Mia-Pendé et de Bah-Bessar. Enfin, selon les participants des FGD, aucun sans-abris n'était rapporté dans les communes évaluées du NO[4].

Sud-est 1 : Pour trois SP (Rafaï, Zémio, Bambouti) de la macro-zone SE1, il était rapporté dans environ 15% des localités évaluées que la majorité de la population locale vivait dans des abris inadéquats. En revanche, les autres SP présentaient des conditions d'habitation adéquates pour les populations hôtes pour la quasi-totalité des localités évaluées. **Les communautés déplacées étaient rapportées dans des proportions plus importantes de localités comme vivant en majorité dans des abris inadéquats et d'urgence**, notamment à l'est du Mbomou et dans le Haut-Mbomou. C'était le cas pour au moins un tiers des localités évaluées dans ces zones, avec un taux particulièrement élevé à proximité du triangle Djéma-Zémio-Rafaï (> 50% des localités évaluées). **Il était régulièrement rapporté à travers les FGD menés dans le Haut-Mbomou la présence de personnes vivant sans abri**, notamment en raison de la destruction récente de leur habitation durant des attaques de GA[5] ou de fortes pluies et d'inondations[4]. L'incapacité pour reconstruire des abris (manque de matériaux et / ou incapacité physique) était également fréquemment rapportée. Les participants des FGD menés à l'ouest de la préfecture du Mbomou, notamment dans les communes de Ouango et Ngbandinga, rapportaient également plusieurs destructions d'habitations en raison du débordement du fleuve Mbomou en octobre 2020[4, 6].

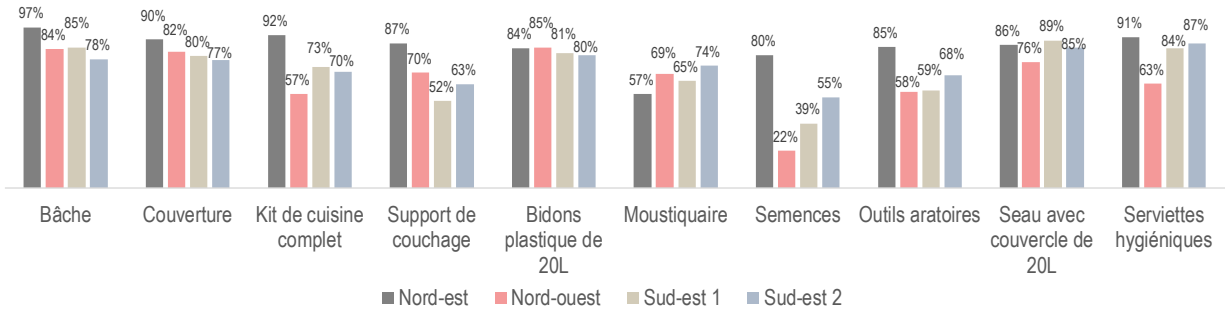
Sud-est 2 : **Cette macro-zone présentait une proportion élevée de localités dans lesquelles les IC rapportaient que les communautés déplacées vivaient en majorité dans des abris inadéquats** (40% des localités évaluées). Ce taux était particulièrement élevé dans les SP de Mingala (77%), Alindao (58%) et Kembé (54%). La situation de ces communautés, majoritairement retournées en Basse-Kotto depuis la fin des attaques ayant touché cette région en 2019, s'expliquait par la destruction de leur habitation durant cette période[4]. Les conditions de vie des populations hôtes de la SP de Mingala étaient particulièrement préoccupantes, avec une majorité de la population locale rapportée comme vivant dans des abris inadéquats dans 35% des localités évaluées. Ce taux était moins élevé dans les SP de Kembé (16% des localités évaluées) et de Zangba (15%). Les FGD réalisés dans la commune de Kotto-Oubangui permettaient de mettre en avant que la destruction d'habitations en raison d'inondations en octobre et novembre 2020 avait entrainé la présence de personnes vivant sans abri. Il était également rapporté dans plusieurs communes (Kembé, Mboui, Ouambé) la présence de sans-abris en raison de la destruction des habitations durant des combats en 2019 et de l'incapacité de reconstruire ces abris depuis.

% de localités évaluées où il était rapporté que la majorité des PDI occupaient des abris inadéquats (bâtiments abandonnés, bâtiment communautaires, abris d'urgence, sans abris)[1] :
(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



NFI Biens non-alimentaires (BNA)

% de localités où les BNA suivants étaient rapportés comme étant indisponibles pour la majorité des ménages, car introuvables sur les marchés ou trop chers : (au moment de chaque collecte de données)



[1] Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de PDI était rapportée. [2] Résultats des FGD réalisés le 10/11/2020 dans la commune de Ridina et le 13/12/2020 dans la commune Ouandja. [3] Alerte RRM ACTED, 08/12/2020 (ACT_BOR_20201202). [4] Résultats des FGD. [5] Résultats du FGD réalisé le 16/11/2020 dans la commune de Bambouti. [6] Alerte RRM ACTED, 09/11/2020 (ACT_BEM_20201106).

REACH Informing more effective humanitarian action

Sécurité alimentaire et moyen de subsistance

Dans la quasi-totalité des localités évaluées (87%), les IC rapportaient **la première source de revenu de la majorité des habitants comme étant l'agriculture, le maraîchage ou la vente des produits d'agriculture, la deuxième source étant majoritairement la pêche, la chasse ou la cueillette (ou la vente de ces produits)**. **Le manque de semences était la principale difficulté rencontrée par les ménages pour pratiquer l'agriculture de façon optimale** rapportée par les IC dans les quatre macro-zones évaluées (dans 68% des localités du NE, 25% au NO, 40% dans le SE1 et 46% dans le SE2). Alors que les IC rapportaient qu'**une localité sur deux avait au moins la moitié des habitants qui n'avait pas suffisamment de nourriture dans le SE1 ou SE2** (50% et 49% des localités respectivement), **ce pourcentage grimpe pour trois quarts des localités au nord** (77% des localités évaluées du NE et 73% au NO). Pour faire face aux pénuries alimentaires, les principales stratégies d'adaptation rapportées étaient la consommation de produits issus de la cueillette et de la brousse (25% des localités évaluées) et la consommation de semences (18% des localités évaluées). Pour près d'une localité évaluée sur deux (45%), il était rapporté que plus d'une heure de marche était nécessaire pour la majorité de la population pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche. Finalement, alors que dans 37% des localités de chacune des zones évaluées du sud-est il était rapporté que la majorité des enfants de moins de 18 ans contribuaient aux activités génératrices de revenu des ménages, ce pourcentage était de 29% dans le NO et tombait à 9% dans le NE.

Nord-est : **Une pénurie alimentaire généralisée** était rapportée par les participants de chaque FGD réalisé, causée par une faible production, un manque de semences et d'outils aratoires, puis accentuée par l'insécurité de la zone dès le mois de décembre. De plus, les participants d'un FGD réalisé dans la commune de Ridina en novembre soulignaient la présence d'un unique marché fonctionnel à Birao et une rareté de certains produits alimentaires[1]. Ceci se reflétait dans les enquêtes réalisées auprès des IC des localités de la région. En effet, pour 68% des localités évaluées, **la principale difficulté rencontrée par les ménages pour pratiquer l'agriculture de façon optimale était rapportée comme le manque de semences ou d'outils.** De plus, dans 61% des localités évaluées, il était déclaré qu'**une majorité des ménages devait parcourir plus de 3 heures de marche pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche.**

Nord-ouest : **Près de trois quarts (73%) des localités évaluées de la macro-zone étaient rapportées par les IC comme ayant moins de la moitié de leur population qui avait accès à suffisamment de nourriture.** La stratégie d'adaptation de ces populations pour combler le manque de nourriture la plus souvent rapportée par les IC, utilisée par la majorité de la population était la consommation de produits issus de la cueillette et de la brousse (31% des localités évaluées). **Les difficultés liées à l'accès à la nourriture rapportées dans la macro-zone lors des FGD étaient i) des dégâts suite à des inondations[2, 3], ii) des incidents liés à la transhumance[2, 4] ou iii) le retour de populations qui n'étaient pas capables de produire leur récolte durant la saison agraire[5].** Le marché le plus proche était rapporté par les IC à plus d'une heure de marche pour 41% des localités de la macro-zone. De plus, 13% des localités étaient rapportées comme ayant subi un choc impactant significativement le revenu moyen des ménages lors des 30 jours précédant la collecte de données, pourcentage le plus élevé parmi les zones évaluées, principalement dans la commune de Nangha Boguila (28% des localités évaluées). Les chocs qui étaient rapportés comme impactant significativement le revenu des ménages dans la macro-zone étaient la hausse des prix des denrées alimentaires (pour 13% des localités évaluées) ainsi que les maladies des cultures et la destruction des champs par les insectes (12% des localités évaluées).

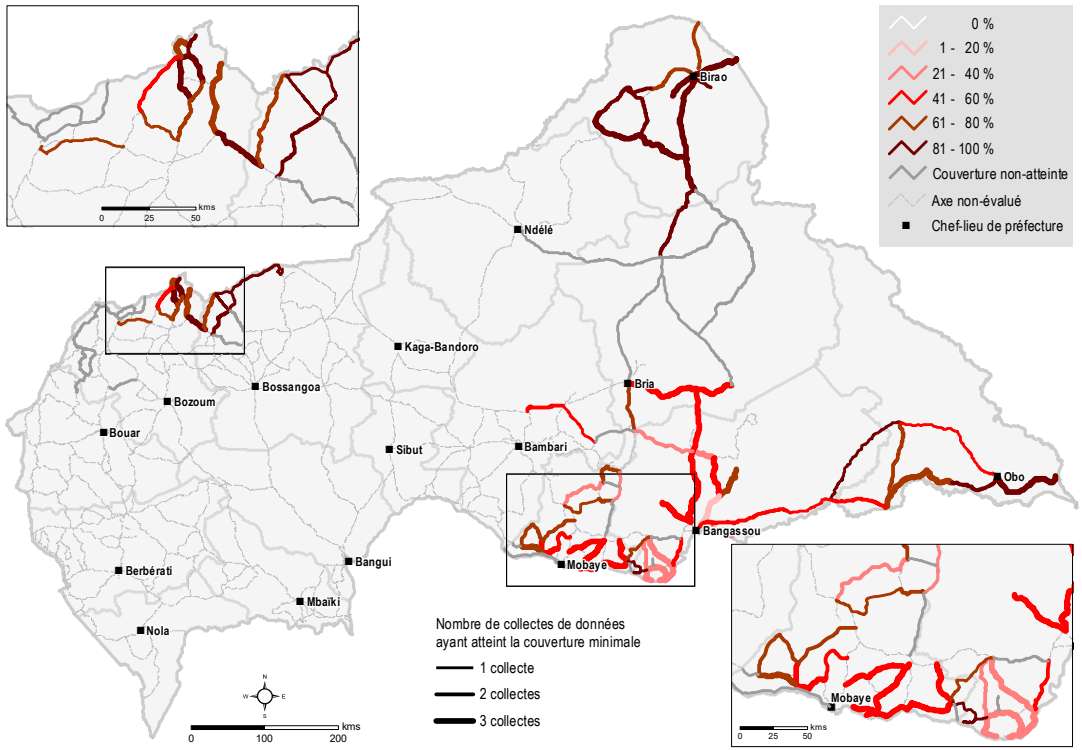
Sud-est 1 : Alors que **le manque de semences ou d'outils était la difficulté principale pour pratiquer l'agriculture de manière optimale** rapportée dans 40% des localités évaluées, l'insécurité lors de la culture ou la récolte était rapportée comme difficulté principale dans 14% des localités évaluées,

% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient que la fourchette de revenu de la majorité des ménages était inférieure à 10 000 XAF : (au moment de chaque collecte de données)

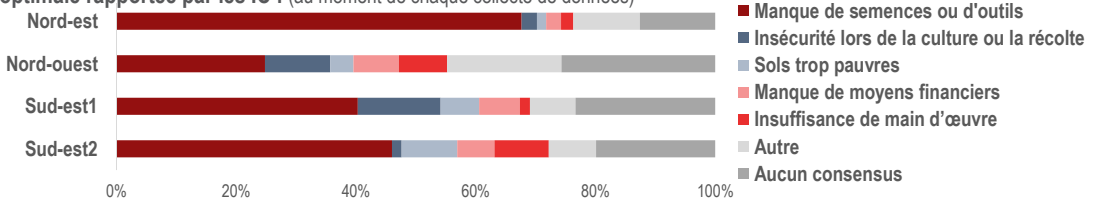
pourcentage le plus important des quatre macro-zones évaluées. De plus, il était rapporté dans 17% des localités évaluées qu'une hausse des prix des denrées alimentaires impactait significativement le revenu moyen des ménages au cours des 30 jours précédant les collectes des données. Les participants des FGD mettaient en avant que l'absence de marché approvisionné, le manque d'outils aratoires et de semences, une terre peu fertile, des difficultés logistiques pour atteindre des zones reculées ainsi que les problèmes sécuritaires dus aux conflits liés à la période de transhumance rendaient l'accès à la nourriture particulièrement difficile pour les populations de l'extrême sud-est du pays[6]. **D'importantes vagues de retour étaient également rapportées dans le Mbomou, influant sur une hausse de la population souffrant déjà d'un manque important d'accès suffisant à la nourriture[7].**

Sud-est 2 : C'est la macro-zone avec le plus haut pourcentage de localités évaluées (80%) pour lesquelles les IC déclaraient que plus de la moitié des habitants pratiquait l'agriculture. Toutefois, il était déclaré dans près d'une localité sur deux (46%) que **le manque d'accès aux semences et aux outils aratoires est la principale difficulté rencontrée par les ménages, suivi par des sols trop pauvres** pour 9% des localités évaluées et un manque de moyens financiers pour 6% des localités de la macro-zone. Pour 47% des localités de la zone, il était rapporté que le marché fonctionnel le plus proche se trouvait à plus d'une heure de marche, taux le plus élevé après le NE (55% des localités de cette macro-zone). Les participants des FGD soulignaient les difficultés pour les ménages d'avoir accès à suffisamment de nourriture, les ménages ayant dû se déplacer ou ayant vu leur grenier brûler suite à des incidents sécuritaires, ou alors pour cause de champs inondés, de sols trop pauvres ou de manque de semences et d'outils agraires[8].

% de localités évaluées où moins de la majorité de la population avait accès à suffisamment de nourriture :
(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



% de localités évaluées par difficulté principale rencontrée par les ménages pour pratiquer l'agriculture de façon optimale rapportée par les IC : (au moment de chaque collecte de données)



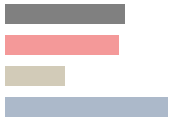
[1] Résultats du FGD réalisé le 10/11/2020 dans la commune de Ridina. [2] Résultats du FGD réalisé le17/10/2020 dans la commune de Mia-Pendé. [3] République centrafricaine : Rapport de situation 30 novembre 2020, OCHA. [4] Résultats du FGD réalisé le 24/10/2020 dans la commune de Nana-Barya. [5] Résultats du FGD réalisé le 13/11/2020 dans la commune de Bah-Bessar. [6] Résultats des FGD réalisés le 12/10/2020 dans la commune de Djemah, le 16/10/2020 dans la commune de Rafaï, le 22/10/2020 dans la commune de Zémio, le 03/11/2020 dans la commune de Obo et le 16/11/2020 dans la commune de Bambouti. [7] Résultats du FGD réalisé le 28/11/2020 dans la commune de Sayo-Niakari. [8] Résultats des FGD réalisés le 26/11/2020 dans la commune de Kembé et le 29/11/2020 dans la commune de Kotto Oubangui.

Santé

Les infrastructures de santé se trouvaient selon les IC à une distance considérable, de plus d'une heure de marche, pour près de la moitié des localités évaluées (43%), sur l'ensemble des axes évalués sur le territoire. Cette situation se traduisait par **une forte tendance à pratiquer l'accouchement à domicile** (44% des localités évaluées, avec une fréquence plus forte dans la macro-zone du SE2 (60%)). Les principales difficultés d'accès aux soins les plus fréquemment rapportées par les IC pour la majorité de la population étaient le manque de médicaments (29% des localités évaluées), le manque d'infrastructures fonctionnelles suffisamment proches (17%) et le coût trop important des soins (16%).

Des cas d'enfants de moins de cinq ans présentant des symptômes typiques de malnutrition étaient rapportés dans une très large majorité de toutes les localités évaluées, avec des taux particulièrement critiques dans les macro-zones du SE1 et SE2. Les symptômes apparentés aux crises de paludisme (c-à-d. fièvre) apparaissaient comme le premier problème de santé chez les personnes de plus de 5 ans sur l'ensemble des axes évalués dans ces 4 macro-zones (46% des localités évaluées), en des proportions relativement similaires.

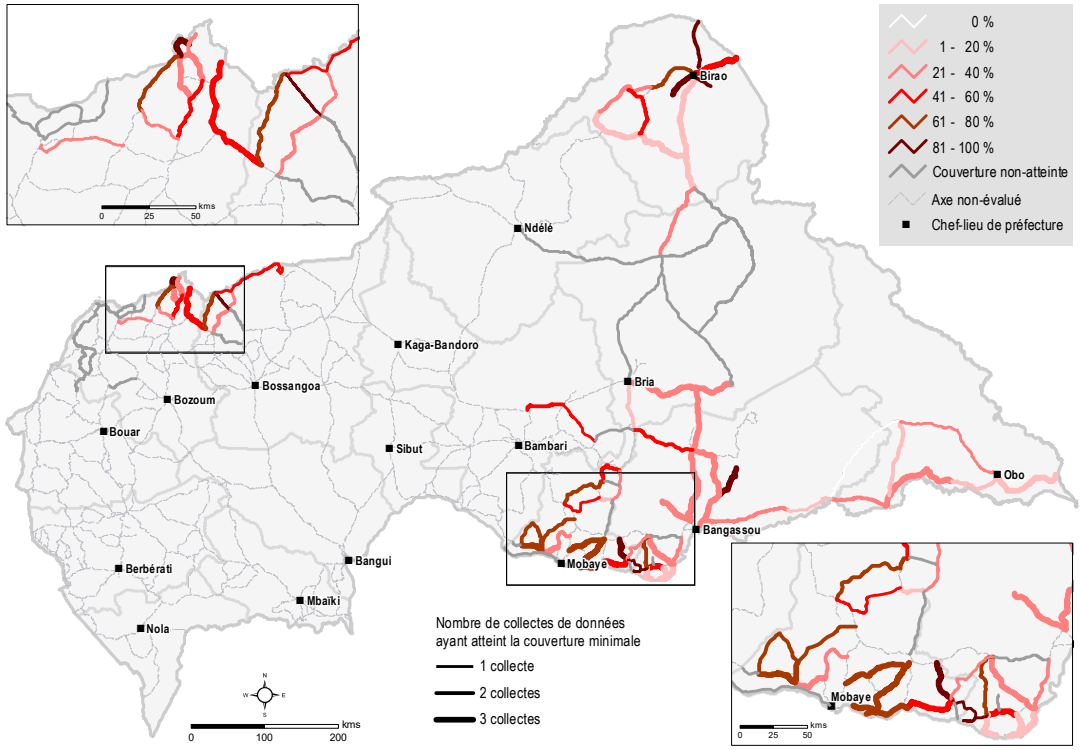
% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient que la majorité des femmes accouchait généralement à domicile :



44% Nord-est
42% Nord-ouest
22% Sud-est 1
60% Sud-est 2

Nord-est : Les IC rapportaient que dans 27% des localités de la macro-zone la majorité de la population allait se faire soigner dans un hôpital, et ceci, seulement dans les SP de Bria, Birao et Ippy, les SP de Ouadda, Ouanda-Djallé et Yalinga n'ayant aucun hôpital accessible pour la population. Les ménages avaient alors accès à des postes de santé (PS) ou centres de santé (CS) à une distance de marche raisonnable (il était rapporté pour 80%, 50% et 58% des localités respectivement de ces SP que l'infrastructure sanitaire la plus proche était à moins d'une heure de marche). La raison principale rapportée par les IC expliquant l'accouchement à domicile pour la majorité des femmes (dans 44% des localités du NE) était l'absence d'infrastructure pour 75% des localités. **Pour un tiers des localités du NE, la difficulté principale rapportée pour la population concernant l'accès à la santé était le manque de médicaments (33%), suivi de l'inexistence d'établissement (19%)**. Les FGD permettaient d'appuyer le manque de médicaments ainsi que celui de personnels qualifiés dans les établissements sanitaires considérés comme fonctionnels comme étant le plus gros défi pour accéder à des soins de qualité. Ces manques étaient également souvent mentionnés comme la principale cause de décès, suivie des incidents liés aux violences causées par les GA. Selon les IC, seuls 6% des localités évaluées avaient une structure sanitaire qui prenait en charge les patients suspectés ou atteints de la COVID-19. D'après les participants aux FGD, un cas atteint de la maladie avait été découvert dans la commune de Ouandja, la victime a pu être prise en charge par un partenaire santé dans la zone[1].

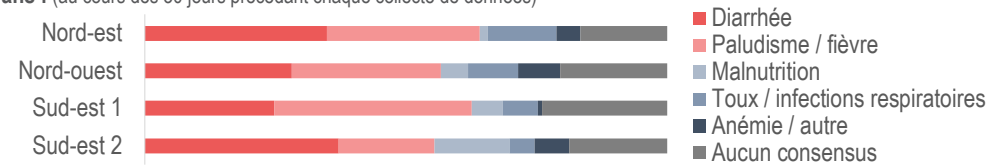
% de localités évaluées où l'infrastructure sanitaire fonctionnelle la plus proche pour la majorité des ménages était rapportée à plus d'une heure de marche :



Nord-ouest : Alors que la population de près d'une localité sur deux devait parcourir plus d'une heure de marche pour atteindre l'infrastructure sanitaire la plus proche d'après les IC de la macro-zone, la totalité des localités évaluées dans la SP de Ngaoundaye étaient rapportées comme n'ayant aucun accès à un établissement de santé pour cause d'inexistence d'infrastructure, et les populations de la totalié des localités évaluées dans la SP de Nangha Boguila était rapportées comme n'ayant pas accès à une structure sanitaire à moins de 3 heures de marche - les difficultés principalement rapportées étaient pour 22% des localités de la SP de Nangha Boguila l'inaccessibilité à un établissement sanitaire et pour 33% des localités des soins financièrement trop chers. Pour les 42% des localités dans lesquelles il était rapporté que la majorité des femmes accouchaient principalement à la maison, il était mentionné un manque d'infrastructures adaptées dans 66% de ces localités ou une maternité trop chère pour la majorité des populations dans 9% des localités. Des cas suspects de la COVID-19 étaient rapportés lors des FGD dans les communes de Mia-Pendé et de Nana-Barya, les cas auraient été transférés et pris en charge dans l'hôpital de Paoua[2].

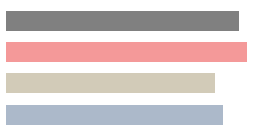
Sud-est 1 : Dans plus d'un tiers des localités (36%) de la macro-zone du SE1, **l'indisponibilité de médicaments était rapportée comme la principale difficulté** pour la majorité de la population, suivie par l'inexistence d'infrastructure (rapportée dans 13% des localités). La quasi-totalité des IC rapportant sur les localités de Djéma rapportait l'absence de médicament disponible comme principale barrière aux soins (86%). La durée approximative d'accès aux infrastructures de santé dans les localités de la SP de Bambouti reste inconnue pour près de trois quarts des localités (dans 73% des localités de la SP, les IC ne savaient pas donner l'information). Cette macro-zone avait la proportion de localités dans lesquelles la majorité des femmes accouchait généralement à la maison le plus faible des quatre zones (22%). Pour 66% de ces localités, l'absence d'infrastructure adéquate était la principale cause rapportée des accouchements à domicile.

% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient le principal problème de santé pour les enfants de moins de 5 ans : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



Sud-est 2 : **Dans cette macro-zone, la majorité de la population mettait plus d'une heure de marche pour accéder aux infrastructures de santé les plus proches selon les IC de 51% des localités évaluées**. Ceci se ressentait également par **la proportion la plus élevée de localités dans lesquelles il était rapporté que les femmes accouchaient généralement à domicile (60%)** - expliqué en large majorité par l'absence d'infrastructure adaptée (64% des localités évaluées où il était rapporté que les femmes accouchaient à domicile) ou d'un coût financier trop élevé des maternités (17% d'entre elles). Les barrières principales d'accès aux soins rapportées par les IC étaient le manque de médicaments disponibles (25% des localités évaluées), l'inexistence d'infrastructure à proximité (19%) ou encore un coût des soins trop élevé (18%). **Cela explique pourquoi il était rapporté dans la quasi-totalité des FGD menés dans la macro-zone que les causes principales des décès dans chacune des communes évaluées étaient le paludisme ou la maladie.**

% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient que l'infrastructure de santé dans laquelle se rendait la majorité de la population ne prenait pas en charge les patients suspectés ou atteints de la COVID-19 :



86% Nord-est
89% Nord-ouest
77% Sud-est 1
80% Sud-est 2

[1] Résultats du FGD réalisé le 24/10/2020 dans la commune de Ouandja. [2] Résultats du FGD réalisé le 17/10/2020 dans les communes de Mia-Pendé et de Nana-Barya.

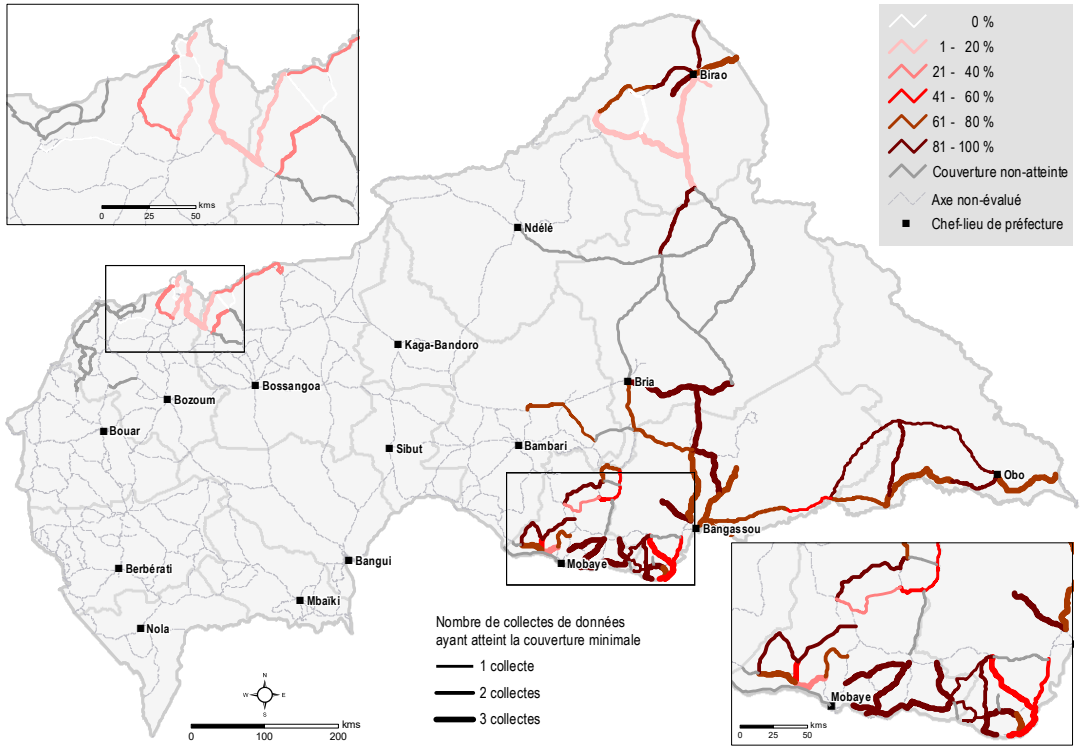
EHA

L'accès général à l'eau était rapporté par les IC comme insuffisant pour plus de la moitié de la population de 61% et 45% des localités évaluées respectivement dans le NE et le NO. Cette proportion était plus faible dans les macro-zones du SE1 (25%) et du SE2 (16%). **Malgré ce meilleur accès, ces deux zones se distinguaient néanmoins par une proportion nettement plus importante de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient que la majorité de la population utilisait une sources d'eau non-améliorée comme source principale**[1]. **Cela traduisait notamment l'usage des cours d'eau et de sources naturelles non-aménagées comme source d'eau principale.** Les principales barrières d'accès à l'eau les plus fréquemment rapportées par les IC pour les localités évaluées étaient la qualité de l'eau consommée, le manque de récipients et le manque de points d'eau pour satisfaire les besoins de toute la population, en particulier dans le NO.

En termes d'hygiène, **pour une grande majorité de la population vivant sur les axes évalués dans le SE2 (67% des localités évaluées) et le NO (62%), les IC rapportaient une pratique régulière de la DAL**. De plus, dans plus de 80% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à distance de marche à des stations de lavage des mains, cela malgré les mesures prises par l'état et les organisations pour lutter contre la pandémie de COVID-19[2]. **Enfin, l'accès au savon était également problématique, les IC rapportant dans presque deux localités sur trois que moins de la moitié de la population avait accès à du savon.**

Nord-est : La Vakaga se démarquait des autres préfectures du NE avec un relativement bon accès à des forages manuels comme source d'eau principale (39% des localités évaluées), tandis que les préfectures de la Ouaka et de la Haute-Kotto présentaient respectivement des chiffres alarmants de 67% et 84% de localités où il était rapporté l'usage d'une source d'eau non-améliorée comme source principale. Il était par ailleurs rapporté que pour 20% des localités évaluées dans la SP de Ouadda, la majorité de la population utilisait les cours d'eau comme principale source d'eau. Une durée de marche de plus de 30 minutes était rapportée pour atteindre la source d'eau principale dans 26% des localités évaluées dans cette macro-zone. **Les forages mentionnés par les IC durant les FGD menés dans les communes de Ridina et Ouandja étaient systématiquement décrits comme insuffisants pour répondre aux besoins des populations.**

% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient qu'une source d'eau non-améliorée (puits et / ou source non protégée, eau de surface, etc.) était utilisée pour boire par la majorité de la population :
(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



% de localités évaluées où la pratique de la DAL par la majorité de la population était rapportée : (au moment de chaque collecte de données)

46% Nord-est
62% Nord-ouest
35% Sud-est 1
67% Sud-est 2

Nord-ouest : L'inaccessibilité à des sources d'eau améliorées était rapportée en de moindres proportions par les IC dans le NO par rapport à l'est du pays, **15% des localités évaluées n'ayant pas d'accès à de telles sources**. Une durée de marche de plus de 30 minutes pour atteindre la source d'eau principale pour boire était cependant rapportée comme nécessaire pour la population de 42% des localités évaluées. **Les IC indiquaient que 67% des localités évaluées dans le NO avaient accès à des forages.** Néanmoins, les IC rapportaient pour 55% des localités évaluées dans le NO une insuffisance de points d'eau. De plus, les participants des FGD réalisés dans les communes de Mia-Pendé et de Bah-Bessar indiquaient que de nombreux forages étaient dysfonctionnels et / ou en panne[3].

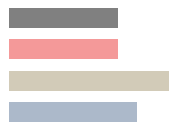
Sud-est 1 : **Pour 74% des localités évaluées dans la macro-zone du SE1, les IC rapportaient que la population utilisait comme source d'eau principale une source non-améliorée**. La situation apparaissait néanmoins comme plus critique dans la préfecture du Haut-Mbomou, où il était rapporté pour 21% des localités évaluées que les cours d'eau étaient utilisés comme source principale, tandis qu'il était rapporté une plus forte prévalence de puits (protégés ou non) et de forages dans la préfecture du Mbomou. Les IC rapportaient cependant plusieurs forages en panne dans la commune de Sayo Niakari[4]. Le SE1 se distinguait des autres macro-zones notamment par la disponibilité de la source d'eau principale des localités évaluées au cours de l'année, celle-ci étant rapportée pour 59% des localités comme indisponibles en saison sèche. Ce chiffre était d'autant plus important dans certaines SP du Haut-Mbomou (Bambouti, 93% des localités évaluées ; Zémio, 71% ; Djéma, 71%). En termes d'hygiène, une grande majorité des IC rapportaient durant les FGD réalisés dans le SE1 que la population pratiquait largement la DAL. Ces FGD permettaient de mettre en évidence dans les communes de Ngandou et Ouango, frontalières avec les fleuves Mbomou et Oubangui, les conséquences sanitaires de la pratique de la DAL dans ces cours d'eau et la consommation de cette eau par une large partie de la population[5].

% de localités évaluées où la majorité de la population était rapportée comme n'ayant pas accès à du savon :

64% Nord-est
70% Nord-ouest
64% Sud-est 1
58% Sud-est 2

Sud-est 2 : **La macro-zone du SE2 se démarquait par la plus basse proportion de localités où la majorité de la population n'avait pas accès à une quantité suffisante d'eau (16%) et la plus haute proportion de localités évaluées où les sources non-améliorées étaient utilisées comme source d'eau principale (74%) selon les IC.** Cela s'expliquait notamment par la richesse de la préfecture de la Basse-Kotto en rivières et sources naturelles[6]. Les IC rapportaient ainsi un usage majoritaire de sources d'eau non-améliorées (44% des localités évaluées), bien que les cours d'eau représentaient également une source principale importante (21%). L'usage des cours d'eau comme source principale était particulièrement critique dans la SP de Satéma, où les IC rapportaient cet usage pour 56% des localités évaluées. **Le SE2 se distinguait des autres macro-zones par la plus haute proportion de localités évaluées (67%) où la DAL était rapportée comme pratiquée par la majorité de la population**. Les IC de la commune de Mboui rapportaient notamment l'usage de cette pratique en raison du manque de matériaux pour construire des latrines[7]. Enfin, les FGD réalisés dans les différentes communes de la Basse-Kotto permettaient de confirmer le manque de forages dans les principales villes de cette macro-zone. Aucun point d'eau amélioré ne semblait ainsi accessible en dehors des centres urbains, représentant un risque sanitaire important au regard de la pratique de la DAL largement généralisée.

% de localités évaluées dont la source principale pour boire de la majorité de la population était rapportée comme indisponible en saison sèche :



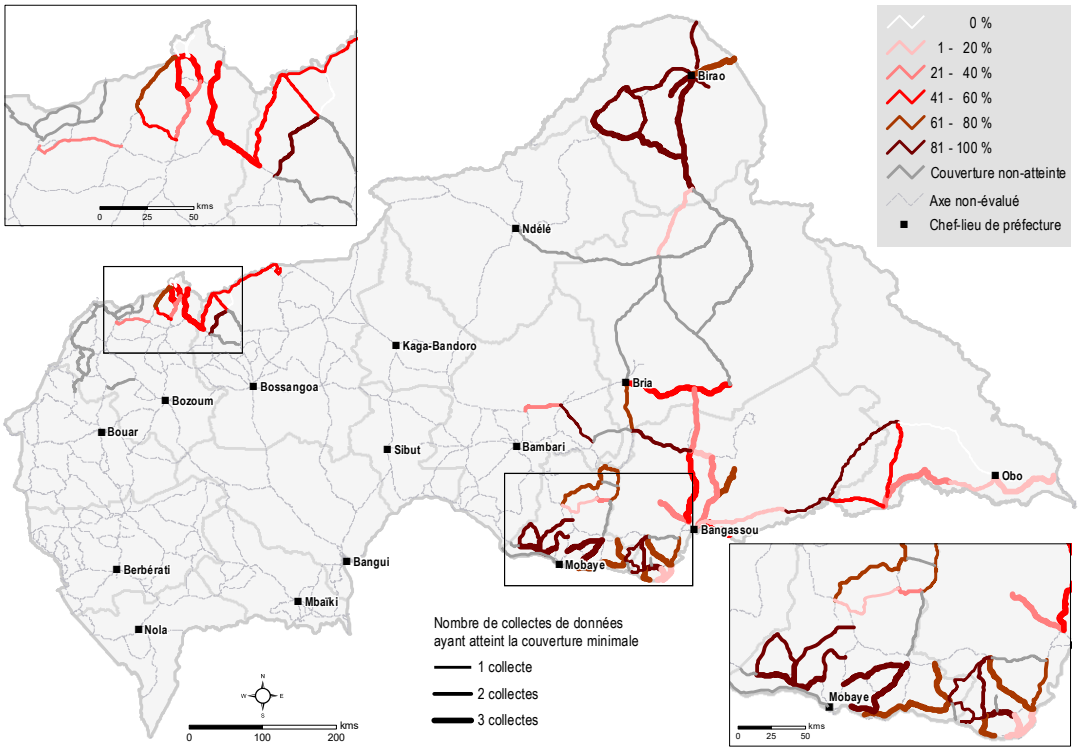
40% Nord-est
40% Nord-ouest
59% Sud-est 1
47% Sud-est 2

[1] Eaux de surface : consommation directe d'eau de rivière, de pluie, de lac, etc. ; source non-améliorée : source d'eau non-aménagée, puits non-protégé ; source améliorée : source d'eau aménagée, puits protégé, forage (Programme commun de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) de surveillance de l'approvisionnement en EHA (WASH JMP)). [2] COVID-19 Situation Report No.10, November – December 2020, UNICEF. [3] Résultats des FGD réalisés le 20/11/2020 dans la commune de Mia-Pendé et le 08/12/2020 dans la commune de Bah-Bessar. [4] Résultats du FGD réalisé le 31/10/2020 dans la commune de Sayo-Niakari. [5] Résultats des FGD réalisés le 15/11/2020 dans la commune de Gambo et le 17/11/2020 dans la commune de Ouango. [6] Résultats des observations des agents de terrain REACH. [7] Résultats du FGD réalisé le 17/11/2020 dans la commune de Mboui.

Aide humanitaire apportée

Parmi la totalité des localités évaluées, 61% étaient rapportées par les IC comme n'ayant reçu aucune aide humanitaire au cours des 12 mois précédant les collectes de données. **C'est dans la macro-zone du NE que les IC rapportaient dans de plus hautes proportions de localités (78%) qu'aucune aide humanitaire n'était reçue au cours des 12 mois précédant les collectes de données.** Ce pourcentage était déterminé principalement par les localités de la préfecture de la Vakaga, avec 94% des localités évaluées pour lesquelles les IC rapportaient qu'aucune aide humanitaire n'était reçue. **Près de trois quarts des localités évaluées de la macro-zone du SE2 étaient également rapportées comme n'ayant pas reçu une aide humanitaire** lors de l'année précédant les collectes de données. Ce pourcentage est relativement similaire au sein des différentes sous-préfectures de la Basse-Kotto, avec 61% des localités évaluées de la Mingala et jusqu'à 92% des localités évaluées de Kembé et de Zangba. **Alors que dans le NO, 54% des localités évaluées étaient rapportées sans aucune aide humanitaire**, ce pourcentage était de 51% dans le nord de la préfecture de l'Ouham-Pendé et de 64% dans le nord de l'Ouham. **Dans le SE1, 41% des localités étaient rapportées sans aucune aide humanitaire**, 37% des localités évaluées dans le Haut-Mbomou et 44% des localités évaluées dans le Mbomou. **Dans seulement 3% des localités où il était rapporté qu'une aide humanitaire était apportée au cours des 12 mois précédant les collectes de données (31%), il était rapporté que l'aide humanitaire perçue avait permis de répondre aux besoins de la population à temps et en quantité et qualité suffisantes.** Dans 39% de ces localités, la qualité ainsi que la quantité étaient rapportées par les IC comme insuffisantes. La quantité uniquement était déclarée par les IC comme insuffisante dans 34% de ces localités où une aide humanitaire était rapportée comme reçue.

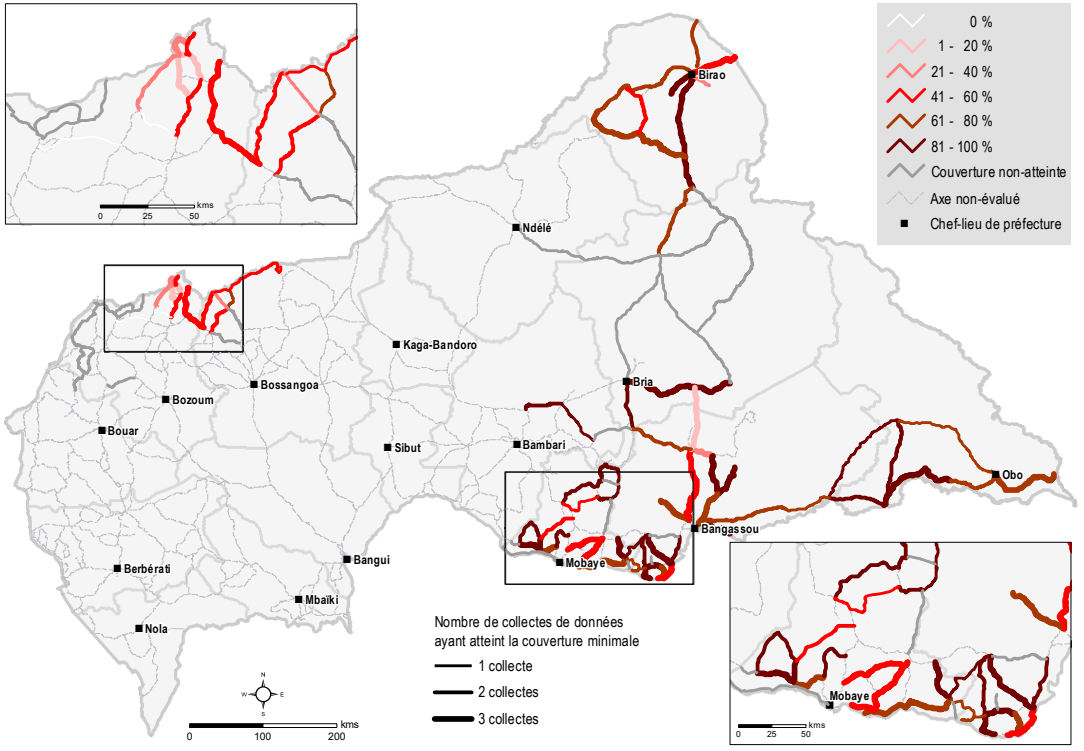
% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient qu'aucune aide humanitaire était apportée au cours des 12 mois précédant chaque collecte de données :



Couverture téléphonique et redevabilité

Alors qu'il était rapporté que dans **42% des localités évaluées de la macro-zone du NO aucune couverture par un réseau téléphonique était fonctionnelle (même occasionnellement), ce pourcentage s'élevait à plus de trois quarts pour les macro-zone du NE (76%), du SE1 (76%) et du SE2 (78%)**. De plus, dans 75% des localités au sein desquelles il était rapporté qu'une couverture téléphonique était fonctionnelle (23%), il était rapporté qu'il y avait eu une rupture continue de ce réseau téléphonique d'une durée d'une semaine ou plus au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Ceci explique en partie pourquoi **le moyen préféré selon les IC de la majorité des habitants pour recevoir de l'information était la radio dans 43% des localités évaluées**, suivi d'une information transmise en face-à-face pour 16% des localités évaluées. Les différences par macro-zones étaient toutefois importantes et à prendre en considération par les acteurs. Alors que dans 93% des localités évaluées dans la macro-zone du NO il était rapporté que la majorité de la population avait la possibilité d'écouter des émissions radiophoniques et / ou d'avoir accès une radio au cours des 30 jours précédant les collectes de données, ce pourcentage tombait à 30% dans la macro-zone du SE1 et à 17% dans la macro-zone du NE et à 15% dans la macro-zone du SE2. Finalement, selon les IC, **la source en laquelle la majorité des habitants des localités évaluées avait le plus confiance pour recevoir les informations dont ils auraient besoin était principalement le chef de la communauté** (pour 68% des localités évaluées), suivie par des travailleurs humanitaires des ONG internationales pour 6% des localités évaluées. Cette source était toutefois préférée à de plus hautes proportions dans la macro-zone du NE (selon les IC de 19% des localités évaluées, la population faisait plus confiance aux acteurs humanitaires des ONG internationales).

% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient que la couverture par un réseau téléphonique n'était pas fonctionnelle (même occasionnellement) :



À propos de REACH :

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

Annexe : Synthèse de la couverture des axes évalués au cours des collectes de données des mois d'octobre, novembre et décembre 2020[39]

Zone	Préfecture	Code de l'axe	Nom de l'axe	Octobre 2020				Novembre 2020				Décembre 2020			
				# de localités sur l'axe	# de localités évaluées	% de localités évaluées	Couverture atteinte ?	# de localités sur l'axe	# de localités évaluées	% de localités évaluées	Couverture atteinte ?	# de localités sur l'axe	# de localités évaluées	% de localités évaluées	Couverture atteinte ?
Nord-est	Vakaga	1_1	Birao - Kidjidji	56	12	21%	Oui	56	18	32%	Oui	56	4	7%	Non
	Vakaga	1_2	Army - Tissy 4	12	4	33%	Oui	12	3	25%	Oui	12	1	8%	Non
	Vakaga	1_3	Birao - Gnalida (Am-Dafock)	15	5	33%	Oui	15	6	40%	Oui	15	4	27%	Oui
	Vakaga	1_4	Birao - Belakoutou	6	5	83%	Oui	6	5	83%	Oui	6	2	33%	Non
	Vakaga	1_5	Birao - Madja	2	2	100%	Oui	2	2	100%	Oui	2	1	50%	Oui
	Vakaga	1_6	Birao - Ouanda-Djalle	13	6	46%	Oui	13	8	62%	Oui	13	6	46%	Oui
	Vakaga	1_7	Kidjidji - Aifa	23	7	30%	Oui	23	5	22%	Oui	23	1	4%	Non
	Vakaga	1_8	Aifa - Ouandja	18	10	56%	Oui	18	9	50%	Oui	18	8	44%	Oui
	Vakaga	1_10	Oulou - Tiringoulou	1	1	100%	Oui	1	1	100%	Oui	1	NA	NA	NA
	Vakaga - Haute Kotto	1_13	Ouadda - Ouanda-Djalle	11	3	27%	Oui	11	3	27%	Oui	11	1	9%	Non
	Haute Kotto	1_14	Ouadda - Ndele	12	NA	NA	NA	12	NA	NA	NA	12	NA	NA	NA
	Haute Kotto	1_15	Ouadda - Sam-Ouandja	1	NA	NA	NA	1	NA	NA	NA	1	NA	NA	NA
	Haute Kotto	1_17	Ouadda - Bria	25	2	8%	Non	25	NA	NA	NA	25	NA	NA	NA
	Vakaga - Haute Kotto	1_18	Sam-Ouandja - Ouanda-Djalle	8	2	25%	Non	8	1	13%	Non	8	2	25%	Non
	Haute Kotto	1_19	Sam-Ouandja - Kaouadja	5	1	20%	Non	5	NA	NA	NA	5	2	40%	Non
	Haute Kotto	1_20	Bani - Kaouadja	6	NA	NA	NA	6	NA	NA	NA	6	NA	NA	NA
	Haute Kotto	1_21	Bani - Ouadda	3	NA	NA	NA	3	NA	NA	NA	3	1	33%	Non
	Haute Kotto	1_22	Bani - Yalinga	6	NA	NA	NA	6	NA	NA	NA	6	1	17%	Non
	Haute Kotto	1_25	Yalinga - Bria	67	10	15%	Oui	67	12	18%	Oui	67	7	10%	Oui
	Haute Kotto	1_26	Bria - Ira-Banda	28	7	25%	Oui	28	4	14%	Oui	28	NA	NA	NA
	Ouaka	1_27	Ippy - Ndjoubissi	28	8	29%	Oui	28	NA	NA	NA	28	9	32%	Oui
	Ouaka	1_28	Ippy - Atongo-Bakari	45	7	16%	Oui	45	NA	NA	NA	45	3	7%	Non
	Haute Kotto - Ouaka	1_29	Atongo-Bakari - Ira-Banda	19	1	5%	Non	19	NA	NA	NA	19	NA	NA	NA
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_1	Bohong - Tolle	12	NA	NA	NA	12	NA	NA	NA	12	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_2	Koui - Bomango (via Mbitanga et Dock)	33	NA	NA	NA	33	NA	NA	NA	33	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_3	Koui - Bomango (via Jean-Basse et Sangoldoro)	29	NA	NA	NA	29	NA	NA	NA	29	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_4	Bomango - Groupement Yelewa (Bouar)	30	NA	NA	NA	30	NA	NA	NA	30	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_5	Bogang 4 - Bogoui	18	NA	NA	NA	18	NA	NA	NA	18	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_6	Bogoui - Mbere (via Bang)	47	NA	NA	NA	47	NA	NA	NA	47	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_8	Usine Ndim - Nzakoundou (via Kollo)	22	NA	NA	NA	22	NA	NA	NA	22	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_9	Usine Ndim - Nzakoundou	10	NA	NA	NA	10	NA	NA	NA	10	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_10	Nzakoundou - Herbo	15	NA	NA	NA	15	NA	NA	NA	15	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_11	Begouladje 2 - Benamkor	20	1	5%	Non	20	12	60%	Oui	20	16	80%	Oui
	Ouham Pendé	3_12	Benamkor - Bah-Bessar	10	NA	NA	NA	10	4	40%	Oui	10	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_13	Bah-Bessar - Betoko 1	33	2	6%	Non	32	12	38%	Oui	32	6	19%	Oui
	Ouham Pendé	3_15	Betoko 1 - Begouladje 2	12	4	33%	Oui	12	8	67%	Oui	12	6	50%	Oui
	Ouham Pendé	3_16	Benah 2 - Begouladje 2 (via Bedoua 1)	9	6	67%	Oui	9	4	44%	Oui	9	3	33%	Oui
	Ouham Pendé	3_17	Bendou-Moundou - Bedaya	9	3	33%	Oui	9	3	33%	Oui	9	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_18	Begouladje 2 - Bedogo 1 (via Bedogo 2)	2	1	50%	Oui	2	1	50%	Oui	2	1	50%	Oui
	Ouham Pendé	3_19	Beboura 3 - Bembere	42	17	40%	Oui	42	5	12%	Oui	42	20	48%	Oui
	Ouham Pendé - Ouham	3_20	Beboura 3 - Boria	33	13	39%	Oui	33	12	36%	Oui	33	6	18%	Oui
	Ouham	3_21	Boria - Markounda	13	7	54%	Oui	13	4	31%	Oui	13	NA	NA	NA
	Ouham	3_22	Markounda - Bodjomo	10	2	20%	Non	10	4	40%	Oui	10	NA	NA	NA
	Ouham	3_23	Bodjomo - Bele	7	3	43%	Oui	7	NA	NA	NA	7	NA	NA	NA
	Ouham	3_24	Markounda - Maissolo (Batangafo)	42	12	29%	Oui	42	3	7%	Non	42	NA	NA	NA
	Ouham	3_25	Bodjomo - Groupement Kouki	17	1	6%	Non	17	2	12%	Non	17	NA	NA	NA
	Ouham	3_26	Bodjomo - Boguila	23	6	26%	Oui	23	7	30%	Oui	23	NA	NA	NA
	Ouham	3_27	Boguila 1 - Nana Bakassa	31	NA	NA	NA	31	NA	NA	NA	31	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_28	Mbidoye - Kpetene (via Ngaoundaye)	29	NA	NA	NA	29	NA	NA	NA	29	NA	NA	NA
	Ouham Pendé	3_29	Ndim - Pougol (via Mboum Yeme et Kowone)	28	NA	NA	NA	28	3	11%	Oui	28	2	7%	Non
Sud-est 1	Haut Mbomou	4_1	Bambouti - Obo	18	4	22%	Oui	11	9	82%	Oui	11	8	73%	Oui
	Haut Mbomou	4_2	Obo - Djema	20	2	10%	Non	9	4	44%	Oui	9	1	11%	Non
	Haut Mbomou	4_3	Obo - Mboki	19	2	11%	Non	9	3	33%	Oui	9	3	33%	Oui
	Haut Mbomou	4_4	Mboki - Zemio	42	18	43%	Oui	30	12	40%	Oui	30	18	60%	Oui
	Haut Mbomou	4_5	Zemio - Djema	20	13	65%	Oui	15	10	67%	Oui	15	NA	NA	NA
	Haut Mbomou - Mbomou	4_6	Dembia - Zemio	16	7	44%	Oui	13	7	54%	Oui	13	NA	NA	NA
	Haut Mbomou - Mbomou	4_7	Djema - Dembia	3	2	67%	Oui	3	NA	NA	NA	3	NA	NA	NA
	Mbomou	4_8	Bakouma - Ngui 1	17	9	53%	Oui	16	6	38%	Oui	16	4	25%	Oui
	Mbomou	4_9	Bakouma - Ndenguiro	9	4	44%	Oui	9	4	44%	Oui	9	8	89%	Oui
	Mbomou	4_10	Ndenguiro - Bali-Fondo	3	2	67%	Oui	3	2	67%	Oui	3	2	67%	Oui
	Mbomou	4_11	Fode - Bali-Fondo	4	2	50%	Oui	4	2	50%	Oui	4	2	50%	Oui
	Mbomou	4_12	Niakari - Mbapia	23	8	35%	Oui	23	9	39%	Oui	23	7	30%	Oui
	Mbomou	4_13	Niakari - Bakouma	29	14	48%	Oui	29	14	48%	Oui	29	10	34%	Oui
	Haut Mbomou - Mbomou	4_50	Dembia - Rafaï	13	5	38%	Oui	13	NA	NA	NA	13	NA	NA	NA
	Mbomou	4_51	Barama - Rafaï	45	9	20%	Oui	45	12	27%	Oui	45	4	9%	Non
	Mbomou	4_52	Barama - Bali Fondo	22	10	45%	Oui	22	8	36%	Oui	22	8	36%	Oui
	Mbomou	4_53	Bakouma - Irra Banda	6	2	33%	Non	6	3	50%	Oui	6	4	67%	Oui
	Mbomou	4_54	Magamba - Gambo	14	1	7%	Non	14	1	7%	Non	14	2	14%	Non
	Mbomou	4_55	Ouango - Gambo	24	14	58%	Oui	24	19	79%	Oui	24	8	33%	Oui
	Mbomou	4_56	Ouango - Magamba	11	2	18%	Non	11	9	82%	Oui	11	7	64%	Oui
	Mbomou	4_58	Youzora - Zime2	9	3	33%	Oui	9	5	56%	Oui	9	3	33%	Oui
Sud-est 2	Mbomou	5_14	Ouazzoua - Ziangba (via Bobo)	15	12	80%	Oui	15	8	53%	Oui	15	8	53%	Oui
	Mbomou	5_15	Ouango - Ngombe	24	19	79%	Oui	24	13	54%	Oui	24	13	54%	Oui
	Mbomou	5_17	Gambo - Ngandou	10	5	50%	Oui	10	8	80%	Oui	10	3	30%	Non
	Mbomou	5_18	Ngandou - Guilo	19	3	16%	Non	19	4	21%	Oui	19	3	16%	Non
	Mbomou	5_19	Ngandou - Popongo	16	9	56%	Oui	16	5	31%	Oui	16	9	56%	Oui
	Mbomou	5_20	Ngandou - Ouazzoua	10	8	80%	Oui	10	7	70%	Oui	10	4	40%	Oui
	Mbomou	5_21	Ngouakouzou - Bangba-Balingou	4	1	25%	Non	4	1	25%	Non	4	1	25%	Non
	Basse Kotto	5_22	Satema - Tenguia	20	11	55%	Oui	20	7	35%	Oui	20	8	40%	Oui
	Basse Kotto	5_23	Satema - Guilo	24	10	42%	Oui	24	10	42%	Oui	24	10	42%	Oui
	Basse Kotto	5_24	Guilo - Kembe	16	9	56%	Oui	18	9	50%	Oui	19	8	42%	Oui
	Mbomou - Basse Kotto	5_25	Guilo - Gambo (via Lakoundji)	6	2	33%	Non	6	3	50%	Oui	6	NA	NA	NA
	Basse Kotto	5_27	Guilo - Limassa	4	1	25%	Non	4	1	25%	Non	4	1	25%	Non
	Basse Kotto	5_28	Dimbi - Mboutou	37	9	24%	Oui	37	12	32%	Oui	37	10	27%	Oui
	Basse Kotto	5_29	Bouhou 1 - Banda-Fara	34	7	21%	Oui	34	10	29%	Oui	34	9	26%	Oui
	Basse Kotto	5_32	Doukoulou - Ngale croisement	45	10	22%	Oui	45	9	20%	Oui	45	4	9%	Non
	Basse Kotto	5_33	Ngale croisement - Kete-bangui	33	10	30%	Oui	33	14	42%	Oui	33	16	48%	Oui
	Basse Kotto	5_34	Ndawa - Ngonda	60	19	32%	Oui	60	20	33%	Oui	60	2	3%	Non
	Basse Kotto	5_35	Ndawa - Kete-bangui	23	10	43%	Oui	23	8	35%	Oui	23	7	30%	Oui
	Basse Kotto	5_37	Kete-bangui - Foulata	42	5	12%	Oui	42	7	17%	Oui	42	6	14%	Oui
	Basse Kotto	5_38	Ndawa - Foulata	39	3	8%	Non	39	7	18%	Oui	39	4	10%	Oui
	Basse Kotto	5_39	Alindao - Mbo-Poulobou (via tagbale)	18	1	6%	Non	18	5	28%	Oui	18	NA	NA	NA
	Basse Kotto	5_40	Alindao - Kabou 1 (axe Seliba)	62	12	19%	Oui	62	14	23%	Oui	62	NA	NA	NA
	Basse Kotto	5_41	Mbo-Poulobou - Mingala	15	5	33%	Oui	15	7	47%	Oui	15	NA	NA	NA
	Basse Kotto	5_42	Kabou 1 - Bana-Dobe	5	NA	NA	NA	5	NA	NA	NA	5	NA	NA	NA
	Basse Kotto	5_43	Kabou 1 - Niada (via Dalakera 2)	40	9	23%	Oui	40	7	18%	Oui	40	NA	NA	NA
	Basse Kotto	5_44	Mingala - Niada	33	3	9%	Non	33	6	18%	Oui	33	1	3%	Non
	Basse Kotto	5_46	Mingala - Ligui	33	3	9%	Non	33	3	9%	Non	33	NA	NA	NA
	Basse Kotto	5_47	Zone frontalière Zangba - RDC	25	1	4%	Non	25	2	8%	Non	25	1	4%	Non
	Basse Kotto	5_48	Foulata - Kogba 1	23	1	4%	Non	23	1	4%	Non	23	NA	NA	NA
	Basse Kotto	5_57	Mobaye - Rangou	23	1	4%	Non	23	1	4%	Non	23	5	22%	Oui

[39] Des seuils minimaux (en %) de localités à évaluer pour chaque axe ont été établis en fonction du nombre total de localités connues situées le long de l'axe, (selon la base de données OCHA, disponible sur Humanitarian Data Exchange (HDX)). De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%. Chaque mois, les axes dont les seuils minimaux n'ont pas été atteints ne sont pas pris en compte pour l'analyse des résultats et sont indiqués sur les cartes comme « données insuffisantes ».

FHRCA Fonds Humanitaire RCA
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Funded by European Union Civil Protection and Humanitarian Aid
Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information
REACH Informing more effective humanitarian action